

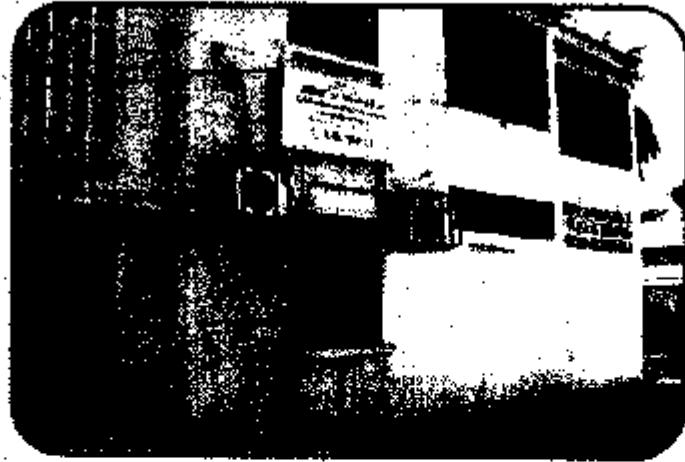
République du Mali  
Un Peuple - Un But - Une Foi

**MINISTÈRE DE LA PROMOTION DES  
INVESTISSEMENTS ET DES PETITES  
ET MOYENNES ENTREPRISES**

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES**

**Cellule d'Appui et de Suivi  
des Systèmes Financiers Décentralisés  
CAS/SFD**

# **RAPPORT ANNUEL 2004 SUR LE SECTEUR DE LA MICROFINANCE AU MALI**



**MINISTERE DE LA PROMOTION DES  
INVESTISSEMENTS ET DES PETITES ET  
MOYENNES ENTREPRISES**

**REPUBLIQUE DU MALI**  
Un Peuple – Un But – Une Foi

**SECRETARIAT GENERAL**

**Cellule d'Appui et de Suivi  
Des Systèmes Financiers Décentralisés  
CAS/SFD**

**RAPPORT ANNUEL 2004  
SUR LE SECTEUR DE LA MICROFINANCE AU MALI**

**Octobre 2005**

## **SOMMAIRE**

	<u>Pages</u>
Sigles et abréviations -----	3
Liste des annexes -----	4
Introduction -----	5
I- Environnement économique et social -----	5
II- Evolution du secteur de la micro finance -----	6
2-1. Indicateurs d'activités -----	6
2-2. Indicateurs de performance financière -----	16
2-3. Respect des ratios et normes prudentielles par les SFD -----	20
2-4. Offre et couverture géographique du pays en services financiers par les SFD -----	22
III – Surveillance et contrôle des SFD -----	25
3-1. Etat d'exécution du programme annuel de contrôle -----	25
3-2. Principaux constats et dysfonctionnements relevés par les missions de contrôle -----	26
3-3. Suivi de la mise en œuvre des recommandations -----	29
3-4. Renforcement des capacités de la CAS/SFD -----	30
IV – Suivi du respect de la réglementation -----	30
4-1. Evolution des dossiers de demande d'autorisation d'exercer -----	31
4-2. Etat de l'application des sanctions pour non respect des dispositions légales -----	35
V – Appui au développement du secteur de la micro finance -----	35
5-1. Plan d'actions pour le développement de la micro finance -----	35
5-2. Activités du Groupe Consultatif National pour la Micro finance (GCNM) -----	36
5-3. Appuis des partenaires au profit du secteur de la micro finance -----	37
Conclusion -----	37
Annexes -----	39

## Définition des sigles et abréviations

<b>ACDI</b>	Agence Canadienne pour le Développement International
<b>AFD</b>	Agence Française pour le Développement
<b>APBEF</b>	Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers
<b>AMAPEF</b>	Association Malienne pour la Promotion des Entreprises Feminines
<b>APIM-Mali</b>	Association Professionnelle des Institutions de Micro finance
<b>BCFAO</b>	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>BDM</b>	Banque Malienne de Développement
<b>BEI</b>	Banque Européenne d'Investissement
<b>BHM</b>	Banque de l'Habitat du Mali
<b>BICIM</b>	Banque Internationale pour le Commerce et l'Investissement au Mali
<b>BIM-sa</b>	Banque Internationale du Mali
<b>BMS</b>	Banque Malienne de Solidarité
<b>BNDA</b>	Banque Nationale pour le Développement Agricole
<b>BOAD</b>	Banque Ouest africaine de Développement
<b>CAECE</b>	Caisse Associative d'Epargne et de Crédit des Entrepreneurs et commerçants du Mali
<b>CAMEC</b>	Caisse Mutuelle de l'Education et de la Culture
<b>CAS/SFD</b>	Cellule d'Appui et de Suivi des Systèmes Financiers Décentralisés
<b>CANEF</b>	Centre d'Appui Nutritionnel et Économique aux Femmes
<b>CG/PDSF</b>	Cellule de Gestion/Projet de Développement du Secteur Financier
<b>CS</b>	Crédit Solidaire
<b>CMDT</b>	Compagnie Malienne pour le Développement du Textile
<b>CMEC/PDR</b>	Caisse Mutuelle d'Epargne et de Crédit /Programme de diversification des Revenus
<b>CREP</b>	Caisse Rurale d'Epargne et de Prêts
<b>CECRA</b>	Caisse Rurale d'Epargne et de Crédit Autogérées
<b>CVECA</b>	Caisse Villageoise d'Epargne et de Crédit Autogérées
<b>DAT</b>	Dépôt à Terre
<b>DAV</b>	Dépôt à Valeur
<b>DNSI</b>	Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique
<b>DSFD</b>	Direction des Systèmes Financiers Décentralisés
<b>FCRMD</b>	Fédération des Caisse Rurale Mutualistes du DFI TA
<b>FIDA</b>	Fonds International pour le Développement Agricole
<b>GCNM</b>	Groupe Consultatif National pour la Micro finance
<b>GTZ</b>	Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
<b>IMF</b>	Institution de Micro finance
<b>KFW</b>	Kreditanstalt für Wiederaufbau
<b>NEF</b>	Near East Foundation
<b>ON</b>	Office du Niger
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>PACCEM</b>	Projet d'Appui à la Commercialisation des Céréales au Mali
<b>PASACOOP</b>	Projet d'Appui aux structures Associatives et Coopératives
<b>PASECA</b>	Programme d'Appui à la mise en Place d'un Système d'épargne et de Crédit Autogéré
<b>PIFD</b>	Projet de Promotion des Institutions Financières Décentralisées
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PPTE</b>	Pays Pauvres Très Endettés
<b>SIG</b>	Système d'Information et de Gestion
<b>SG 2000</b>	Sasakawa Global 2000
<b>UMOA</b>	Union Monétaire Ouest Africaine

## **LISTE DES ANNEXES**

---

**ANNEXE I** : Données relatives au nombre de structures et au sociétariat des SFD

**ANNEXE II** : Données relatives aux ressources des SFD

**ANNEXE III** : Dépôts des sociétaires/membres auprès des SFD

**ANNEXE IV** : Dépôts des SFD auprès du système bancaire

**ANNEXE V** : Situation des refinancements bancaires

**ANNEXE VI** : Données relatives aux crédits octroyés dans l'année

**ANNEXE VII** : Données relatives aux encours de crédits au 31/12/2004

**ANNEXE VIII** : Données relatives à la qualité du portefeuille des SFD au 31/12/2004

**ANNEXE IX** : Produits d'exploitation des SFD au 31/12/2004

**ANNEXE X** : Charges d'exploitation des SFD au 31/12/2004

**ANNEXE XI** : Données relatives aux effectifs des SFD au 31/12/2004

**ANNEXE XII** : Situation des indicateurs de performance des SFD au 31/12/2004

**ANNEXE XIII** : Situation des ratios prudentiels des SFD au 31/12/2004

**ANNEXE XIV** : Offre de services et couverture géographique

**ANNEXE XV** : Offre de services en milieu rural

**ANNEXE XVI** : Offre de services en milieu urbain

**ANNEXE XVII** : Situation de fourniture des rapports d'activités au 31/12/2004

**ANNEXE XVIII** : Mode de calcul des indicateurs de performance.

## **INTRODUCTION**

Le rapport sur l'évolution du secteur de la micro finance au Mali au cours de l'année 2004, a été élaboré par la Cellule d'Appui et de Suivi des Systèmes Financiers Décentralisés (CAS/SFD) sur la base d'informations générales et financières contenues dans les rapports d'activités et états financiers transmis par une quarantaine de structures de micro finance sur un effectif total de cinquante neuf (59) institutions soumises aux obligations déclaratives de la réglementation en vigueur.

Il convient tout de même de noter que les structures ayant communiqué lesdits rapports sont suffisamment représentatives du secteur, aussi bien en termes de couverture géographique du pays que de l'importance du volume des transactions (sociétariat, encours de dépôts et de crédits, etc.).

Les principaux objectifs visés à travers cette publication sont d'une part, de fournir au public des informations sur l'évolution du secteur et d'autre part, de suivre et d'apprécier les performances des SFD au regard de la réglementation en vigueur.

Le rapport fait également état de la politique nationale de développement de la micro finance, objet du nouveau Plan d'actions 2005-2008.

## **I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU MALI EN 2004**

La conjoncture économique nationale en 2004 a été marquée par un démarrage difficile de la campagne agricole et l'invasion des criquets pèlerins qui ont affecté les cultures céréalières et les paturages. Au niveau du secteur secondaire, les sociétés minières ont connu des contre-performances de production.

Au plan international, l'année 2004 s'est caractérisée par la persistance des crises socio-politiques dans la sous-région, la montée du prix du pétrole et l'instabilité des cours du coton et du dollar.

Avec ces facteurs défavorables, le taux de croissance économique est ressorti à 2,2% en 2004 contre 7,6% en 2003. Cette contre performance est essentiellement imputable aux secteurs primaire et secondaire. L'agriculture a connu une baisse de 10,7% en 2004 contre une croissance de 32,8% en 2003. La production d'or a reculé d'environ 18,3% par rapport à 2003.

L'inflation moyenne mesurée par la variation annuelle de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), a été de -3,1% en 2004 contre -1,3% en 2003.

Au titre des finances publiques, les recettes totales hors dons, ont atteint 454,7 milliards de Fcfa en 2004 contre 434,3 milliards de Fcfa réalisés une année plus tôt, soit une hausse de 4,7%. Cette hausse en 2004 est en liaison avec celle des impôts indirects, notamment la TVA sur les importations.

Le ratio encours de la dette publique extérieure sur PIB s'est amélioré entre 2003 et 2004 en passant de 68,7% à 66,5%.

Le solde des transactions courantes a affiché un déficit de 131,8 milliards de Fcfa en 2004 contre 157,5 milliards de Fcfa en 2003, soit une amélioration de 25,7 milliards de Fcfa. Par conséquent, le solde global a affiché 23,6 milliards de Fcfa en 2004 contre 71,5 milliards de Fcfa en 2003.

La situation monétaire a été caractérisée par un accroissement continu de la masse monétaire sur la période 2003-2004 en relation avec l'amélioration des avoirs extérieurs nets et une progression du crédit intérieur. On a également noté une amélioration du crédit net à l'Etat du fait essentiellement de l'augmentation des dépôts publics à la Banque Centrale et dans les autres banques.

En ce qui concerne le secteur de la micro finance, il a été marqué en 2004, par les effets négatifs de la crise ivoirienne et surtout de la baisse de la production du secteur primaire. Cette situation s'est traduite par une baisse des activités de certains institutions de micro finance particulièrement celles dont la zone d'intervention se situe le long de la frontière ivoirienne.

Comme autres faits marquants de l'année 2004, il importe également de noter d'une part, le changement du rattachement institutionnel de la Cellule d'Appui et de Suivi des Systèmes Financiers Décentralisés (CAS/SFD) et d'autre part, l'élaboration d'un nouveau plan d'actions 2005-2008 pour le développement de la micro finance au Mali et d'une stratégie de développement des réseaux de micro finance dans les régions Nord du pays.

Enfin il convient de signaler qu'en plus de ses activités de supervision, la CAS/SFD a poursuivi ses missions d'information et de sensibilisation à l'attention des cadres de l'administration, des ONG, des structures locales de micro finance et des populations des régions de Koulikoro et de Kayes. Cette activité avait pour objectif d'amener les SFD évoluant en marge de la réglementation à se conformer aux textes réglementaires régissant le secteur.

## **II. EVOLUTION DU SECTEUR DE LA MICRO FINANCE**

L'analyse de l'évolution du secteur de la micro finance au cours de l'année 2004 s'appuie sur un certain nombre d'indicateurs d'activités et de performance financière tirés des rapports annuels et des états financiers communiqués par un lot de SFD suffisamment représentatifs.

### **2-1. : Indicateurs d'activités :**

#### **2-1-1 : Le sociétariat :**

SFD	Années		2003		2004		Variation	
			Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Mutualiste	430 166	70,03	468 136	70,22	37 970	8,82		
Crédit Solidaire	63 247	10,29	71 425	10,71	8 178	12,93		
CVECA	120 206	19,57	126 384	18,97	6 178	5,13		
Autre système	592	0,11	695	0,10	103	17,39		
<b>TOTAL</b>	<b>614 211</b>	<b>100</b>	<b>666 640</b>	<b>100</b>	<b>52 429</b>	<b>8,53</b>		

Le sociétariat global a augmenté de 52 429 membres, passant de 614 211 à 666 640 membres entre 2003 et 2004, soit un accroissement de 8,53%.

Cette évolution est surtout imputable au système mutualiste dont le sociétariat a augmenté de 37 970 membres, soit un accroissement de 8,82%. En terme relatif, l'accroissement du sociétariat a surtout été remarquable au niveau de la composante « autre système » avec un taux de 17,39%, suivie du système de crédit solidaire, avec un accroissement de 2,93%.

Le sociétariat des structures mutualistes reste toujours majoritaire, si l'on se réfère à la répartition par système, respectivement en 2003 et 2004 comme suit :

- Mutualiste : 70,03% contre 70,22% ;
- Crédit solidaire : 10,29% contre 10,71% ;
- CVECA : 18,97% contre 19,57%.
- Autre Système : 0,10% contre 0,11%

L'évolution du sociétariat par système entre 2003 et 2004, a été la suivante :

- Mutualiste : de 430 166 à 468 136 membres, soit un accroissement de 8,82% contre 18,55% en 2003 ;
- Crédit solidaire : de 63 247 à 71 425 membres, soit un accroissement de 12,93% contre 39,35% en 2003 ;
- CVECA : de 120 206 à 126 384 membres, soit un accroissement de 4,30% contre 5,64% en 2003.
- Autre système : de 592 à 695 membres, soit un taux d'accroissement de 17,39%.

La baisse relative en 2004, du rythme de croissance du sociétariat des différents systèmes par rapport à l'année précédente, est due en partie à :

- l'environnement économique défavorable du pays (crise ivoirienne, invasion acridienne);
- la fermeture de caisses de base au niveau de certains réseaux CVECA.

#### 2-1-2 : Les SFD ayant plus de 10 000 sociétaires/membres au 31/12/2004

N°	SFD	Sociétariat	%
1	Kafo Jiginew	184 862	30,41
2	Nyésigiso	123 129	20,25
3	Kondo Jigima	40 100	6,60
4	Jeméni	34 224	5,63
5	CVECA Pays Dogon	32 801	5,39
6	CVECA Kita/Bafoulabé (1ère Région)	28 317	4,65
7	CVECA/ON	26 819	4,41
8	CVECA /San/Djenné	20 691	3,40
9	CANEF	18 157	2,98
10	FCRMD	17 488	2,87
11	CMEC/PDR/ San	16 809	2,76
12	Misselini	15 476	2,54
13	Soio Yiriwaso	13 726	2,25
14	Piyelli	11 956	1,96
15	PASECA Kayes	11 036	1,96
16	Jigiyaso Ba	10 743	1,76
<b>TOTAL</b>		<b>607 872</b>	<b>91,18</b>
<b>Ensemble des SFD</b>		<b>666 640</b>	<b>100</b>

Au total, seize (16) réseaux de SFD ont chacun, atteint en 2004, un niveau de sociétariat, supérieur à dix mille (10 000) membres. Ensemble, ils affichent un effectif de 607 872 membres, sur un total de 666 640 membres , soit 91,18%.

Parmi ces réseaux, sept (7) relèvent du système mutualiste, avec 64,11% du sociétariat, cinq (5) du système CVECA avec 18,16% et quatre (4) du système de crédit solidaire avec 8,89%.

Les deux (2) réseaux que sont Kafo Jiginew et Nyésigiso, détiennent plus de la moitié du sociétariat du lot, avec respectivement 30,41% et 20,25% du sociétariat.

### 2-1-3 : Le taux de pénétration

Années	Nombre de membres	Population totale	Nombre de Familles	Taux de Pénétration	
				Par rapport à la population totale	Par rapport au nombre de familles
2003	614 211	11 111 219	1 850 000	5,50%	33,20%
2004	666 640	11 355 665	1 892 000	5,87%	35,23%

**NB :** La population totale a été estimée sur la base d'un taux d'accroissement de 2,2% et une composition moyenne de 6 personnes par famille. (source DNSI)

Le taux de pénétration estimé, tant par rapport à la population totale que par rapport au nombre de familles, a augmenté en passant respectivement de 5,50% et 33,20% en 2003 à 5,87% et 35,23% en 2004.

Le taux de pénétration tel que calculé et présenté dans les rapports d'activités des SFD, se définit généralement comme le rapport entre le sociétariat de l'institution et la population cible. En 2004, ces taux se situent dans les fourchettes ci-après, selon le système :

- Mutualiste : de 12 à 43,75% ;
- CVECA : de 35% à 80% ;
- Crédit solidaire : de 5,19 à 84,28%.

### 2-1-4 : Le sociétariat selon le genre

Sociétariat \ Années	2003		2004		Variation	
	Effectif	%	Effectif	%	Nombre	%
Femmes	224 836	36,60	254 385	38,16	29 999	13,36
Hommes	363 071	59,11	383 758	57,57	20 687	5,70
Groupements	26 304	4,29	28 497	4,27	2 193	8,33
<b>TOTAL</b>	<b>614 211</b>	<b>100</b>	<b>666 640</b>	<b>100</b>	<b>52 439</b>	<b>8,53</b>

En 2004, le sociétariat des SFD est constitué de 57,57% d'hommes contre 38,16% de femmes et 4,27% sous forme de groupements, à dominance féminine.

Le sociétariat féminin a augmenté de 13,36% en 2004 contre seulement 5,70% pour le sociétariat masculin.

La proportion du sociétariat féminin est particulièrement élevée au sein du système de crédit solidaire où elle atteint 91,15% du total contre 35,20% au niveau des CVECA et 30,91% au niveau du système mutualiste.

La prédominance des femmes au sein des réseaux de crédit solidaire s'explique par le fait qu'elles en constituent le principal groupe cible.

Par contre, au niveau des réseaux mutualistes et CVECA, le sociétariat masculin reste majoritaire avec respectivement 63,75% et 62,01 du total.

## 2-1-5 : Emplois directs générés par les SFD

SFD	Effectif		Personnel expatrié	Total 2004		Total 2003		Variation %
	Gérants/ Caissiers	Autres		Nombre	%			
Mutualiste	885	569	4	1 458	46,90	1 339	8,88	
Crédit Solidaire	256	0	0	256	8,20	219	16,43	
CVECA	1 300	98	0	1 398	44,90	828	68,84	
<b>TOTAL</b>	<b>2 440</b>	<b>667</b>	<b>4</b>	<b>3 111</b>	<b>100</b>	<b>2 386</b>	<b>30,38</b>	

En 2004, l'effectif du personnel des SFD s'élève à 3 111 agents, composé de 78,43% de gérants/caissiers et 21,57% de techniciens d'encadrement.

Le pourcentage de personnel employé par les réseaux mutualistes par rapport à l'ensemble du secteur est de 46,90% contre 44,90% pour les CVECA et 8,20% pour le système de crédit solidaire.

Les caissiers/gérants représentent près de 93% du personnel des CVECA.

## 2- 1- 6 : Situation des ressources des SFD (en millions de FCFA)

Ressources	Années		2003		2004		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépôts	23 771	52,53	27 854	56,43	4 084	7,17		
Fonds Propres Hors Subvent	9 863	21,79	9 546	19,34	- 317	- 3,21		
Lignes de crédits	9 853	21,77	10 314	20,90	461	4,67		
Subventions	1 607	3,55	1 176	3	- 131	- 8,15		
Ressources affectées	155	0,36	166	0,33	11	7,09		
<b>TOTAL</b>	<b>45 249</b>	<b>100</b>	<b>49 356</b>	<b>100</b>	<b>4 108</b>	<b>9,07</b>		

En 2004, les ressources des SFD sont constituées essentiellement de dépôts des membres (56,43%), des fonds propres hors subventions (19,34%) et des lignes de crédits (20,90%).

La part des dépôts dans les ressources des SFD a enregistré une hausse en passant de 52,53% en 2003 à 56,43% en 2004. Les fonds propres hors subventions et les emprunts ont enregistré une légère baisse en passant respectivement de 21,79% et 21,77% en 2003 à 19,34% et 20,90% du total des ressources en 2004.

Le montant des ressources de l'ensemble des SFD est passé de 45,25 milliards de Fcfa au 31/12/2003 à 49,35 Milliards de Fcfa au 31/12/004, soit un accroissement de 9,07%.

En 2004, six (6) réseaux de SFD ont bénéficié de ressources affectées, à savoir :

- trois (3) structures mutualistes (Nyèsigiso, CAECE et Tonus) pour un montant total de 63,3 millions de Fcfa dont 63 millions de Fcfa pour la seule CAECE ;
- deux (2) réseaux CVECA (CVECA-Pays Dogon et CVECA 1<sup>ère</sup> région) pour 83,7 millions de Fcfa ;
- un (1) réseau de crédit solidaire (RMCR) pour un montant de 98,6 millions de Fcfa

A- Situation des dépôts par type de SFD (en millions de Fcfa)

SFD	Années		2003		2004		Variation	
			Montant	%	Montant	%	Montant	%
Mutualiste			21 009	88,38	24 884	89,34	3 875	18,44
Crédit solidaire			1 008	4,24	1 448	5,20	440	43,65
CVECA			1 611	6,77	1 359	4,88	-253	-15,70
Autre système			143	0,61	162	0,58	19	13,28
<b>TOTAL</b>			<b>23 771</b>	<b>100</b>	<b>27 853</b>	<b>100</b>	<b>4 082</b>	<b>17,17</b>

L'épargne mobilisée par les SFD est constituée de dépôts à vue (DAV), de dépôts à terme (DAT), de dépôts de garantie, de dépôts d'assurance décès et d'autres produits de dépôts spécifiques variant d'un réseau à l'autre.

Pour l'ensemble des SFD, l'encours des dépôts a augmenté de 4 milliards de Fcfa, passant de 23,7 milliards de Fcfa au 31/12/2003 à 27,8 milliards de Fcfa au 31/12/2004, soit un accroissement de 17,17%, imputable particulièrement au système mutualiste, avec 3,87 milliards de Fcfa et au système de crédit solidaire, avec 440 millions de Fcfa.

Cette évolution est imputable aux facteurs suivants :

- l'augmentation du volume des dépôts obligatoires (sous forme de fonds de garantie) ;
- la mise en place de nouveaux produits d'épargne par certains réseaux.

L'encours de l'épargne mobilisée par le système mutualiste au 31/12/2004 représente 89% de l'ensemble de l'épargne des SFD. Il est passé de 21 milliards de Fcfa au 31/12/2003 à 24,8 milliards de Fcfa au 31/12/2004, soit une hausse de 18,14%.

La forte mobilisation de l'épargne au niveau des réseaux mutualistes s'explique par l'obligation de libérer les dépôts de garantie, comme préalable à l'octroi de crédit. Ces dépôts de garantie ont constitué environ 22% du total des dépôts du système mutualiste en 2004.

L'encours des dépôts au niveau des structures de crédit solidaire a augmenté de 43,65%, en passant de 1,0 milliards de Fcfa au 31/12/2004 à 1,4 milliards au 31/12/2004. Cette évolution résulte essentiellement de la mise en place par certains réseaux de crédit solidaire de nouveaux produits d'épargne tels que les fonds de dépôts des Groupements.

L'encours des dépôts au niveau des réseaux CVECA a connu une baisse de 15,70% passant de 1,6 milliards de Fcfa au 31/12/2003 à 1,3 milliards de Fcfa au 31/12/2004. Cet encours représente 4,88% du total réalisé par l'ensemble des SFD.

Cette baisse est due aux facteurs suivants:

- les conséquences de la mauvaise campagne agricole 2003/2004 ;
- les mesures prises par certaines caisses (notamment les caisses villageoises du Pays Dogon et de San-Djenné) de suspendre les opérations de collecte des dépôts à terme de leurs clients, par crainte d'avoir de la liquidité oisive, sans opportunité de placement ;
- les retraits opérés sur les dépôts à terme échu, pour rembourser les crédits ;
- la crise ivoirienne ayant provoqué la diminution des dépôts effectués par les maliens de l'extérieur.

L'encours des dépôts de « autre système » a évolué de 13,28% passant de 143 millions de Fcfa en fin 2003 à 162 millions de Fcfa en fin 2004. Ces dépôts représentent 0,58% de l'encours total de l'ensemble des SFD au 31/12/2004.

#### B – Situation des dépôts des SFD auprès des Banques au 31-12-2004

(Valeurs en millions de F/CFA)

SFD	Dépôts	DAV	DAT	TOTAL	
				Montant	%
2003					
Mutualiste	3 132		1 347	4 479	81,25
Crédit solidaire	501		70	571	10,35
CVECA	336		122	458	8,30
Autre système	4		0	4	0,10
<b>TOTAL</b>	<b>3 973</b>		<b>1 539</b>	<b>5 512</b>	<b>100</b>
% du dépôt mobilisé	72,09		27,91	100	
2004					
Mutualiste	3 217		1 268	4 485	79,79
Crédit solidaire	383		235	618	11,03
CVECA	438		58	496	8,82
Autre système	0		20	20	0,35
<b>TOTAL</b>	<b>4 038</b>		<b>1 581</b>	<b>5 619</b>	<b>100</b>
% du dépôt mobilisé	71,86%		28,14%	100	
Variation					
Montant	64		42	107	
%	1,61		2,72	1,94	

Le montant total des dépôts des SFD auprès du système bancaire est passé de 5,5 à 5,6 milliards de Fcfa entre 2003 et 2004, soit un accroissement de 1,81%.

Les dépôts à vue (DAV) constituent 71,86% de l'ensemble des dépôts contre 28,14% pour les dépôts à terme (DAT).

Il convient de noter la chute du montant des DAT au niveau du système de CVECA (de 122 à 58 millions de Fcfa) et sa forte augmentation ( de 70 à 235 millions de Fcfa) au niveau du système de crédit solidaire entre 2003 et 2004.

La répartition en 2004 de l'ensemble des dépôts par système se présente comme suit :

- Mutualiste : 80% ( soit plus des \_ )
- Crédit solidaire : 11% ;
- CVECA : 8,82% ;
- Autre système : 0,35%.

On note une tendance à la baisse de la part des dépôts effectués par les SFD auprès du système bancaire, qui passe de 23,17% à 20% entre 2003 et 2004.

#### C- SFD ayant plus de 500 millions de Fcfa d'encours de dépôts au 31/12/2004

(Valeur en millions de F/CFA)

N°	SFD	Dépôts	%
1	Kafu Jiginew	9 159	32,86
2	Nyésigiso	5 114	18,35
3	Kondj Jigima	2 897	10,39
4	Jéméni	2 667	9,57
5	CAECE	1 849	6,63
6	FCRMD	1 019	3,65
7	Niako	546	1,96
8	Piyéli	514	1,94
<b>TOTAL</b>		<b>23 765</b>	<b>85,32</b>
<b>Ensemble des SFD</b>		<b>27 853</b>	<b>100</b>

Le nombre de réseaux de SFD ayant atteint plus de 500 millions de Fcfa d'encours de dépôts est passé de six (6) à huit (8) entre 2003 et 2004. L'encours des dépôts de ces réseaux, sur la période, est passé de 20,2 à 23,7 milliards de Fcfa, soit un accroissement de 17,32%.

Sur un encours total des dépôts de 27,8 milliards de Fcfa enregistrés au 31/12/2004, pour l'ensemble des SFD, 23,7 milliards de Fcfa (soit 85,32%) proviennent des huit (8) réseaux ci-dessus cités dont sept (7) réseaux mutualistes avec 23,2 milliards Fcfa. On relève que les réseaux CVECA ( notamment CVECA-ON) ne figurent plus sur la liste alors que deux (2) structures mutualistes à savoir la CAECE et Niako, font leur entrée ainsi qu'une structure de crédit solidaire, en l'occurrence Piyeli avec un encours de dépôt de 514 millions de Fcfa.

#### D - Structure des dépôts par type de SFD au 31-12-2004

(en millions de FCFA)

Indicateur SFD	DAV		DAT		Autres dépôts		Total des dépôts
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
Mutualiste	16 223	92,17	2 294	65,90	5 250	93,46	23 767
Crédit solidaire	957	5,43	133	3,82	350	6,23	1 440
CVECA	391	2,22	928	26,07	12	0,21	1 331
Autre système	29	0,16	125	3,60	5	0,08	159
<b>TOTAL</b>	<b>17 600</b>	<b>100</b>	<b>3 480</b>	<b>100</b>	<b>5 617</b>	<b>100</b>	<b>26 697</b>
<b>% des dépôts</b>	<b>65,92 %</b>		<b>13,03 %</b>		<b>21,04%</b>		<b>100 %</b>

En 2004, les SFD ont mobilisé 26,6 milliards de dépôts constitués de 65,92% de DAV (contre 65% en 2003), 13,03% de DAT (contre 15% en 2003) et 21,04% d'autres dépôts (contre 20% en 2003).

Par système, la situation se présente comme suit :

- Mutualiste : 23,7 milliards de Fcfa constitués de :
  - DAV : 68,25 % ;
  - DAT : 9,65 % ;
  - Autres dépôts : 22,10 %.
- Crédit solidaire : 1,4 milliards de Fcfa constitués de :
  - DAV : 66,45 %
  - DAT 9,25 %
  - Autres dépôts 24,30 %
- CVECA : 1,3 milliards de Fcfa répartis comme suit :
  - DAV : 29,37 %;
  - DAT : 69,72 %
  - Autres dépôts : 0,90 %
- Autre système : 0,159 milliard Fcfa constitué de :
  - DAV : 18,23 %
  - DAT : 78,61 %
  - Autres dépôts : 3,15 %.

## 2-1-7 : Situation des emplois (utilisations des ressources) des SFD

Systèmes	Emplois Encaisses et dépôts en Banques	Crédits	Opérations diverses	Immobi- lisations	(en Millions de Fcfa)	
					Montant Total	%
Mutualiste	5 661	26 027	2 890	2 561	41 039	80,72
Crédit solidaire	661	2 929	519	795	4 903	9,64
CVECA	894	3 262	75	264	4 495	8,84
Autre système	63	178	104	57	402	0,80
<b>TOTAL</b>	<b>72 79</b>	<b>36 295</b>	<b>3 588</b>	<b>3 677</b>	<b>50 839</b>	<b>100</b>
%	14,31	71,39	7,05	7,23	100	

Les emplois des SFD, d'un montant de 50,83 milliards de Fcfa en 2004, sont constitués par les encaisses et dépôts auprès des banques (14,31%), les crédits octroyés (71,39%), les opérations diverses (7,05%) et le financement d'immobilisations (7,23%). On note cependant que les opérations diverses (3,58 milliards de Fcfa), ont consisté à la constitution de stocks aux débiteurs divers et aux opérations de régularisation.

La part des structures mutualistes dans le total des emplois s'élève à 41,03 milliards de Fcfa soit 80,72%, suivis du système de crédit solidaire pour un montant 4,90 milliards de Fcfa soit 9,64%, des réseaux CVECA pour 4,49 milliards de Fcfa, soit 8,84 et de autre système , pour un montant de 0,40 milliards de Fcfa soit 0,80%.

### A – Cumul des crédits distribués

Nombre de crédits distribués	2003		2004		Variation 2003/2004	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Mutualiste	153 085	59	160 766	56,49	7 681	5,01
Crédit solidaire	63 672	25	79 777	28,03	16 105	25,29
CVECA	41 631	15	44 039	15,47	2 408	5,78
<b>TOTAL</b>	<b>258 388</b>	<b>100</b>	<b>284 582</b>	<b>100</b>	<b>26 194</b>	<b>10,14</b>
Cumul de crédits distribués (millions Fcfa)	2003		2004		Variation 2003/2004	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Mutualiste	30 167	76,34	36 240	79,34	6 072	20,31
Crédit solidaire	5 173	13,44	6 149	13,46	976	18,86
CVECA	3 167	8,22	3 293	7,20	127	4,01
<b>TOTAL</b>	<b>38 507</b>	<b>100</b>	<b>45 682</b>	<b>100</b>	<b>7 175</b>	<b>18,63</b>

NB : les informations relatives au cumul de « autre système » ne sont pas disponibles

Le cumul du nombre de crédits octroyés est passé de 258 388 en 2003 à 284 582 en 2004, soit un accroissement de 10,14%. Parallèlement, le cumul du montant des crédits octroyés sur la même période a connu une forte progression passant de 38,507 à 50,763 milliards de Fcfa, soit un accroissement de 31,82%.

On remarque un regain d'activités au niveau des structures de crédit solidaire dont le nombre de crédits distribués a progressé de 25% entre 2003 à 2004 et qui constitue 28% du nombre total en 2004.

Les structures de crédit solidaire ont enregistré des taux élevés de croissance aussi bien du cumul du nombre que du montant des crédits octroyés entre 2003 et 2004, qui passent respectivement de 63 672 à 79 777 prêts et de 5.173 à 11,230 milliards de Fcfa.

Au niveau du système mutualiste et de CVECA, la tendance de leur part est à la baisse tant au niveau du cumul du nombre que du montant des crédits octroyés, passant respectivement de 78% à 71,39% et de 9% à 6,48% durant la même période.

## B - Encours de crédits

(Valeurs en Millions de Fcfa)

SFD	Années		2003		2004		Variation	
			Montant	%	Montant	%	Montant	%
Mutualiste		26 664	83,77		29 927	82,38	3 263	12,23
Crédit Solidaire		2 291	7,19		2 928	8,06	637	27,80
CVECA		2 689	8,44		3 293	9,06	604	22,46
Autre système		186	0,8		179	0,50	- 8	- 4,30
<b>TOTAL</b>		<b>31 830</b>	<b>100</b>		<b>36 327</b>	<b>100</b>	<b>4 497</b>	<b>14,12</b>

L'encours de crédits a augmenté, passant de 31,83 milliards de Fcfa en 2003 à 36,32 milliards en 2004, soit un accroissement de 4,49 milliards de Fcfa (14,12%). On note que plus de 80% des crédits ont été distribués par les structures mutualistes contre 8% par le système de crédit solidaire et 9% par les structures CVECA.

L'encours de crédits distribués par les structures mutualistes est passé de 26,66 à 29,92 milliards de Fcfa, soit un accroissement de 12,23%. Cette hausse est surtout remarquable au niveau de certains réseaux tels que Kafo Jiginew, Jemeni, Jigiyaso Ba, CMEC PDR San, CAECE, Niako, Karabara, Kondo Jigima.

Cette situation s'explique par :

- L'engouement des sociétaires pour certains nouveaux produits de crédit notamment le crédit hypothécaire et autres crédits de moyen terme (petits équipements agricoles) ;
- Les facilités d'accès aux ressources, obtenues par certains SFD, auprès des banques et autres sources de financement, en l'occurrence la BNDA, la BMS et le FDF;
- La participation de certains SFD au financement d'écoles privées, d'entreprises de construction de bâtiments et de travaux publics ;
- La participation de certains SFD au financement des intrants agricoles pour le coton et les céréales en zone CMDT et pour le riz en zone ON.

L'encours de crédits pour l'ensemble du système de crédit solidaire est passé de 2,29 milliards de Fcfa en 2003 à 2,92 milliards de Fcfa en 2004, soit un accroissement de 27,53%.

Cette évolution s'explique par :

- La diversification des produits de crédit (prêts de campagne, prêts de stockage et de commercialisation ).
- Le financement des activités génératrices de revenus et de micro entreprises ;
- Le démarrage des opérations de crédits d'un nouveau réseau, appelé Soto Bajo ;

Cependant, on note une baisse de l'encours de crédit du réseau Nayral NEF de Douentza (de 136,528 millions à 40,950 Millions de Fcfa soit une baisse de 70 millions de Fcfa ), qui s'explique par :

- le mouvement migratoire des populations concernées par ce réseau vers d'autres zones;
- le volume élevé des remboursements de crédits au niveau de plusieurs villages.

Au niveau des réseaux CVECA, l'encours de crédits a augmenté de 22,46% passant de 2,68 à 3,29 milliards de Fcfa. Cette évolution concerne en première position, le réseau CVECA-ON qui a cru de 34,59% passant de 1,593 milliards de Fcfa en 2003 à 2,144 milliards de Fcfa en 2004, suivi des réseaux CVECA 1<sup>ère</sup> région et PASECA Kayes.

Les réseaux CVECA Pays Dogon, San/Djenné et Macina/Tenenkou ont enregistré une baisse de l'encours de leurs crédits. Cette situation est due à la suspension des opérations de crédit dans certaines caisses villageoises de ces réseaux et à la fermeture d'autres.

**C- SFD ayant plus de 500 millions de F CFA d'encours de crédit au 31/12/2004**

(Valeurs en millions de Fcfa)

N°	SFD	Montant	%
1	Kéfo Jiginew	12 000	33,08
2	Nyèsigiso	4 660	12,63
3	Jemeni	3 183	8,76
4	CAECE	3 134	8,63
5	FCRMD	2 622	7,22
6	CVECA/ON	2 144	5,90
7	Konda Jigima	1 641	4,52
8	Piycli	896	2,45
9	Niako	762	2,10
10	Misselini	682	1,87
11	Jigiyaso Ba	501	1,35
12	Soro Yiriwaso (CS)	518	1,42
<b>Total</b>		<b>32 843</b>	<b>90,40</b>
<b>Ensemble des SFD</b>		<b>36 327</b>	<b>100</b>

En 2004, douze (12) SFD affichent, chacun un niveau d'encours de crédits supérieur à 500 millions de Fcfa, et représentant 90,40% de l'encours total de crédits du secteur. Ils sont constitués de huit (8) réseaux mutualistes, trois (3) de crédit solidaire, une (1) CVECA.

Les structures mutualistes totalisent 29,9 milliards de Fcfa, soit 82,45 % de l'encours total, alors que le système de crédit solidaire et de CVECA totalisent respectivement 2,92 milliards de Fcfa, soit 8,04% et 3,26 milliards, soit 8,98%.

**D - Structure et qualité du portefeuille de crédits**

(Valeurs en millions de Fcfa)

Type crédit SFD	Crédit sain	%	Crédit en souffrance	%	Total	%
<b>2004</b>						
Mutualiste	28 479	82,31	1 448	83,84	29 927	82,38
Crédit solidaire	28,15	8,12	113	6,54	2 928	8,06
CVECA	3 138	9,07	156	8,98	3 293	9,06
Autre système	168	0,50	11	0,64	179	0,50
<b>Total</b>	<b>34 600</b>	<b>100</b>	<b>1 727</b>	<b>100</b>	<b>36 327</b>	<b>100</b>
<b>2003</b>						
Mutualiste	24 884	83,36	1 780	89,80	26 664	83,77
Crédit solidaire	2 194	7,35	97	4,89	2 291	7,19
CVECA	2 591	8,68	98	4,94	2 689	8,44
Autre système	179	0,61	7	0,37	186	0,60
<b>Total</b>	<b>29 848</b>	<b>100</b>	<b>1 982</b>	<b>100</b>	<b>31 830</b>	<b>100</b>
<b>Variation</b>	<b>Montant</b>	<b>4 720</b>	<b>- 255</b>		<b>4 415</b>	
<b>2004/2003</b>	<b>%</b>	<b>15,81</b>	<b>- 12,86</b>		<b>14,01</b>	

L'année 2004 a enregistré une diminution du montant des crédits en souffrance qui est passé de 1,9 en 2003 à 1,7 milliards de Fcfa en 2004, soit une baisse de 12,86%. Sur ce total de 1,7 milliards de Fcfa, les structures mutualistes détiennent près de 83,84%, suivis des systèmes CVECA avec 8,98%, crédit solidaire avec 6,54% et « autre système » avec 0,64%.

Le montant des créances en souffrance des structures mutualistes a connu une baisse de 22%, en passant de 1,7 en 2003 à 1,4 milliards de Fcfa en 2004. Par contre, le montant des créances en souffrance du système de crédit solidaire a augmenté, en passant de 0,09 à 0,11 milliard de Fcfa, soit un accroissement de 16,49% et celui des CVECA est passé de 0,09 à 0,15 milliards de Fcfa, soit un accroissement de 58% durant la même période.

La baisse des créances en souffrance au niveau des structures mutualistes, est le résultat des efforts engagés dans l'analyse des dossiers de crédit, le suivi et le recouvrement des créances.

#### *Qualité du portefeuille de crédits (Valeurs en millions de Fcfa)*

SFD	Année	2003		2004		
		Encours crédit	Crédit en souffrance	Taux de dégradation	Encours crédit	Crédit en souffrance
Mutualiste	26 664	1 780	6,67 %	29 927	1 448	4,83%
Crédit solidaire	2 291	97	4,23 %	2 928	113	3,85%
CVECA	2 689	98	3,64%	3 293	155	4,70%
Autre système	186	7	3,70%	179	11	6,17%
<b>Total</b>	<b>31 830</b>	<b>1 982</b>	<b>6,22%</b>	<b>36 327</b>	<b>1 727</b>	<b>4,75%</b>

Entre 2003 et 2004, le taux de dégradation du portefeuille de crédit (le rapport entre les créances en souffrance et l'encours de crédit), a connu une amélioration en passant de 6,22% à 4,75%. C'est surtout au niveau des structures mutualistes et de crédit solidaire que cette amélioration a été constatée pour des taux qui ont respectivement varié de 6,67 % à 4,83 % et de 4,23 % à 3,85%.

#### **2-2 : Indicateurs de performance financière des SFD**

##### *A - Produits d'exploitation des SFD*

SFD	Produits financiers	Autres produits	Reprise sur amortissement	Reprise sur provisions	(Valeurs en millions Fcfa)	
					Produits exceptionnels	Total
<b>2003</b>						
Mutualiste	4 429	1 360	4	528	515	6 836
Crédit solidaire	669	108	0	70	24	1 087
CVECA	474	8	0	101	57	540
Autre système	38	3	0	6	2	49
<b>Total</b>	<b>5 609</b>	<b>1 479</b>	<b>4</b>	<b>705</b>	<b>815</b>	<b>8 612</b>
<b>2004</b>						
Mutualiste	5 087	1 643	4	775	601	8 110
Crédit solidaire	754	346	0	70	163	1 333
CVECA	468	9	0	124	73	674
Autre système	34	0	0	0	0,1	35,1
<b>Total</b>	<b>6 343</b>	<b>1 998</b>	<b>4</b>	<b>969</b>	<b>837,1</b>	<b>10 152,1</b>
<b>Varia-</b>	<b>volume</b>	<b>734</b>	<b>519</b>	<b>0</b>	<b>22,1</b>	<b>1 513,1</b>
<b>Vari-</b>	<b>%</b>	<b>13,08</b>	<b>35,09</b>	<b>0</b>	<b>2,71</b>	<b>17,56</b>

Le montant total des produits d'exploitation a augmenté, passant de 8,61 à 10,15 milliards de Fcfa entre 2003 et 2004, soit un accroissement de 17,56%.

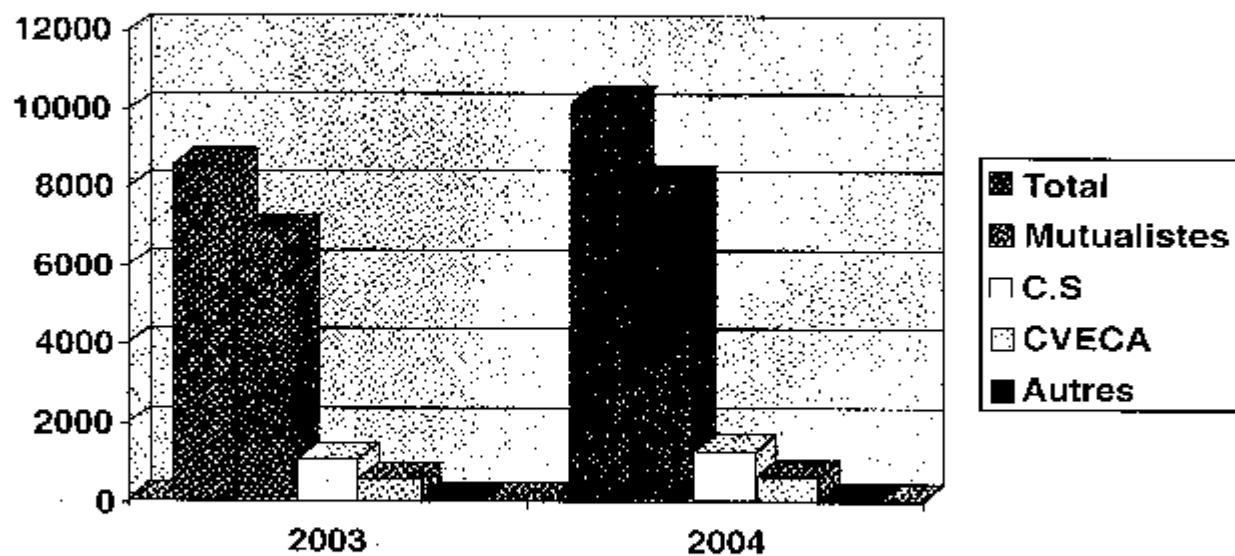
Les produits « encaissables » constitués des produits financiers, autres produits et produits exceptionnels, représentent 90,41% de l'ensemble des produits.

Il est à noter qu'en 2004, les produits financiers ont constitué 63% de l'ensemble des produits d'exploitation du secteur. Les structures mutualistes ont contribué à hauteur de

80,18% contre 11,88% pour le système de crédit solidaire, 7,37% pour les structures CVECA et 0,55% pour autre système.

Par ailleurs, le montant des opérations de reprises sur amortissement est resté constant, alors que celui des reprises sur provisions a augmenté de 264 millions de Fcfa, passant de 705 millions de Fcfa en 2003 à 969 millions de Fcfa en 2004, soit un accroissement de 37,44%.

Figure 1 : Evolution des produits d'exploitation des SFD



#### B- Charges d'exploitation des SFD

(Valeurs en millions de Fcfa)

Charges SFD	Char- ges financière res	Charges Person- nel	Achats et services exté- rieur	Autres Ses extéri-	Impôts et taxes	Autres charges	Dotat aux amortis- sements	Dotat aux provisions	charges exception- nelles	Total
2003										
Mutualistes	790	1 457	798	692	4	364	399	932	195	6 596
Crédit solidaire	42	51	168	97	0,679	51	115	62	4	590,67
CVECA	129	0	15	111	0,038	140	35	124	24	595,03
Autre système	11	7	2	3	0	0,2	1	8	0,345	32,54
Total	992	1 515	984	877	4,71	1 545,2	550	1 126	223,34	7 817,24
2004										
Mutualistes	731	1 310	760	679	29	1 469	415	977	324	6 776
Crédit solidaire	43	435	153	164	0,6	65	134	39	44	957
CVECA	141	0	31	152	0,05	170	37	114	29	665,05
Autre système	11	10	5	6	0	0	0,6	0,2	0,3	26,5
Total	926	1 755	945	970	29,85	1 694	586,6	1 230,2	388,6	8 526,25
Variation										
Montant	-66	242	-39	93	25,14	150,8	36,4	104	165,26	739,81
%	-6,65	15,04	3,96	10,6	533,75	9,75	6,61	9,23	73,99	9,56

La part des charges d'exploitation a augmenté de 9,18% en passant de 7,81 à 8,52 milliards de Fcfa entre 2003 et 2004.

Les charges d'exploitation sont constituées de près de 79% de charges « décaissables » qui comprennent les charges financières, les achats et services extérieurs, les autres services extérieurs, les impôts et taxes, les charges du personnel, les autres charges et les charges exceptionnelles.

A l'exception des charges financières et des achats et services extérieurs qui ont respectivement baissé de 6,65% et 3,96%, toutes les autres charges d'exploitation ont augmenté entre 2003 et 2004.

C'est ainsi que la rubrique « autres charges » qui constituent 19,84% du total des charges a augmenté de 150,8 millions de Fcfa, soit 9,75%. Quant aux charges du personnel représentant 20,67% du total, elles ont augmenté de 240 millions de Fcfa, soit 15,84%. Les impôts et taxes ainsi que les autres services extérieurs ont respectivement augmenté de 24,14 millions de Fcfa soit 3,75% et 93 millions de Fcfa soit 10,60%.

Les charges financières des structures mutualistes ont constitué 10,78% du total de leurs charges d'exploitation, alors qu'au niveau des systèmes de crédit solidaire et de CVECA, elles ont respectivement 41,05% et 21,04%. On constate que les charges financières restent élevées au niveau de « autre système », soit 39,28% du total des charges d'exploitation.

Les charges du personnel des structures mutualistes représentent 19,33% du total de leurs charges d'exploitation contre 40,89% pour le système de crédit solidaire et 35,71% pour « autre système ».

Au niveau des structures CVECA, les charges de personnel restent insignifiantes et concernent des indemnités accordées aux dirigeants (membres du comité de gestion et caissiers). Il existe un système de contractualisation entre ces réseaux et des services extérieurs d'appui technique de statut privé.

La rubrique « autres charges » a constitué 21,67% du total des charges d'exploitation pour les structures mutualistes, 5,20% pour le système de crédit solidaire, 25,56% pour les structures CVECA et 2,09% pour « autre système ».

Concernant les charges « non décaissables » constituées des dotations aux amortissements et les provisions, elles représentent 15,89% des charges d'exploitation des structures mutualistes, 3,67% au niveau du système de crédit solidaire et 17,01% au niveau des structures CVECA.

#### C- Analyse des produits financiers nets des SFD

(en millions de Fcfa)

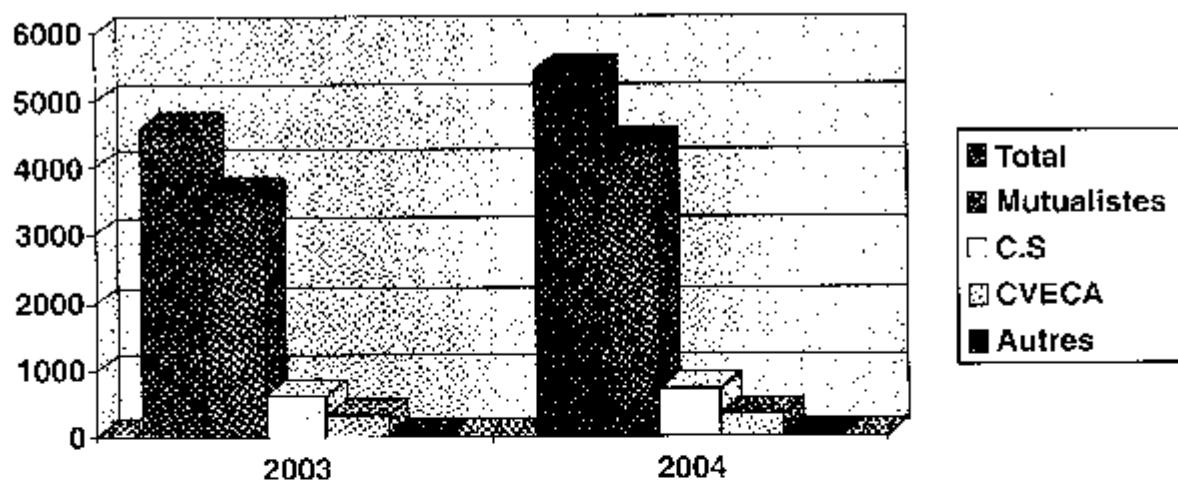
<b>Agrégat</b>	<b>SFD</b>	<b>Mutualiste</b>	<b>Crédit solidaire</b>	<b>CVECA</b>	<b>Autre Système</b>	<b>Total</b>
<b>2003</b>						
Produits financiers	4 429	568	474	-	5 572	
Charges financières	790	42	149	-	981	
<b>Produit financier net</b>	<b>3 639</b>	<b>626</b>	<b>325</b>	<b>-</b>	<b>4 591</b>	
<b>2004</b>						
Produits financiers	5 087	754	488	34	6 343	
Charges financières	731	43	141	11	926	
<b>Produit financier net</b>	<b>4 356</b>	<b>711</b>	<b>327</b>	<b>23</b>	<b>5 417</b>	
<b>Variation Montant</b>	<b>717</b>	<b>85</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>826</b>	
<b>%</b>	<b>19,7</b>	<b>13,57</b>	<b>0,61</b>	<b>-</b>	<b>17,99</b>	

Dans l'ensemble, le produit net financier des SFD est passé de 4,591 à 5,417 milliards de Fcfa, soit une hausse de 17,99% entre 2003 et 2004.

Les structures mutualistes ont affiché le taux le plus élevé d'accroissement, soit 19,7% contre 13,57% pour le système de crédit solidaire et 0,61% pour les CVECA.

La part des structures mutualistes dans les produits nets financiers de l'ensemble du secteur, représente 80,75% contre 13,18% pour le système de crédit solidaire, 6,06% pour les CVECA, et 0,42% pour « autre système ».

Figure 2 Evolution du produit financier net par système



## D – Analyse des résultats d'exploitation

#### *Evolution des résultats d'exploitation des SFD (en Millions de FCFA)*

Années	2003	2004	Variation	
			Montant	%
Mutualiste	237	1 333	1 096	462,44
Crédit Solidaire	493	272	- 221	- 44,82
CVECA	40	5	- 35	- 87,5
Autre Système	10	4	- 6	- 60
<b>Total</b>	<b>780</b>	<b>1 614</b>	<b>834</b>	<b>106,92</b>

Entre 2003 et 2004, les résultats d'exploitation des SFD sont passés de 780 millions de Ecfa à 1,6 milliard de Ecfa, soit un accroissement de 106,92%.

Cet accroissement est dû surtout au système mutualiste dont le résultat est passé de 237 millions à 1,33 milliard de Fcfa.

Par contre les résultats d'exploitation des CVECA, le système de Crédit Solidaire et « autre Système » ont baissé, en passant respectivement de 40 à 5 millions de Fcfa pour les CVECA, 493 à 272 millions de Fcfa pour le système de crédit solidaire et de 10 à 1 millions Fcfa pour « autre système ».

#### *Répartition du nombre de SED, selon le niveau des résultats d'exploitation*

SFD	Résultat déficitaire	Répartition du nombre de SFD, selon le niveau des résultats d'exploitation					Nombre total de SFD
		Nombre de SFD avec résultat inférieur à 10 millions de Fcfa	Nombre de SFD avec résultat compris entre 10 et 25 millions de Fcfa	Nombre de SFD avec résultat compris entre 25 et 50 millions de Fcfa	Nombre de SFD avec résultat supérieur à 50 millions de Fcfa		
2003							
Mutualiste	-10	13	2	0	2	27	
Crédit solidaire	-	0	4	1	1	7	
CVECA	-	4	0	1	0	5	
Autres systèmes	0	1	0	0	0	1	
Total	12	18	6	2	3	41	
2004							
Mutualiste	-5	13	2	2	2	24	
Crédit solidaire	0	2	3	1	2	8	
CVECA	-2	2	2	1	0	7	
Autres systèmes	0	1	0	0	0	1	
Total	7	18	7	4	4	40	
Variation	-5	0	1	2	1	-1	

Entre 2003 et 2004, le nombre de structures déficitaires a baissé de douze (12) à sept (7), dont cinq (5) réseaux mutualistes et deux (2) CVECA.

Au cours de l'année 2004, les structures déficitaires ont représenté 17,5% du secteur (7 SFD sur 40). Pendant la même période, 45% (18 SFD sur 40) ont enregistré des résultats d'exploitation excédentaires, inférieurs à 10 millions de Fcfa, tandis que 17,5% (7 SFD sur 40) ont des résultats excédentaires compris entre 10 et 25 millions de Fcfa, et 20% (8 SFD sur 40) ont des résultats excédentaires dépassant 25 millions de Fcfa.

## **2.3 Respect des ratios et normes prudentielles des SFD**

### **2.3.1 Ratios prudentielles**

#### *A – le ratio de limitation des opérations autres que l'épargne et le crédit*

La norme de ce ratio ( 5%) a été respectée par tous les SFD au cours de l'année 2004.

#### *B - La réserve générale:*

Elle consiste à procéder à des prélèvements annuels sur les excédents nets avant ristourne, après imputation éventuelle de tout report à nouveau négatif. Ce prélèvement est de 15% pour les structures mutualistes, 30% pour les CVECA et 40% pour le système de crédit solidaire.

En 2004, sept (7) réseaux constitués de cinq (5) mutualistes et de deux (2) CVECA, n'ont pas pu constituer de réserve générale, à cause de leur situation déficitaire.

#### *C – Le ratio de limitation des risques portés par l'institution*

Le risque porté par une institution ne peuvent dépasser le double des dépôts de l'ensemble des membres, soit 200%.

Cette norme n'a pas été respectée par trois réseaux mutualistes courant 2004. Ces dépassements sont dus aux fonds de crédit accordés par les partenaires financiers à ces structures.

#### *D – Le taux de couverture des emplois moyens et longs termes par des ressources stables*

Ce ratio mesure le taux de couverture des emplois moyen et long termes par les ressources stables. Pour financer du crédit moyen et long termes, l'institution ne devrait le faire que lorsqu'elle dispose de dépôts ou d'emprunts similaires au risque de tomber dans une situation d'insolvabilité.

La norme pour ce ratio est fixé à 100%. Elle a été respectée par l'ensemble des SFD à l'exception de cinq (5) réseaux dont quatre (4) mutualistes et un (1) CVECA.

#### *E - La norme de liquidité*

L'ensemble des valeurs disponibles, réalisables et mobilisables à court terme, doit représenter en permanence au moins 80% de l'ensemble du passif exigible et de l'encours des engagements par signature.

La norme est respectée par tous les réseaux à l'exception de deux réseaux mutualistes.

#### *F - Limitation des prêts aux dirigeants*

La norme de ce ratio est de 20% pour les structures mutualistes et se situe entre 15 et 20% suivant les différentes conventions signées par les SFD non mutualistes. Elle est respectée par tous les SFD à l'exception de deux (2) réseaux mutualistes.

#### *G - La limitation des risques pris sur un seul membre*

La norme pour ce ratio est de 10% pour les structures mutualistes et 5% pour les CVECA. Elle est respectée par tous les systèmes CVECA. Pour les structures mutualistes, trois seulement, l'ont dépassé.

#### *H – Le ratio de couverture des risques par les fonds propres*

Ce ratio s'applique seulement au niveau des CVECA, signataires de la convention avec le Ministre des Finances. La norme, fixée à au moins 10%, a été respectée par tous les réseaux.

#### *2.3.2 – Indicateurs de performance financière*

Il n'existe pas actuellement de normes définies par la BCEAO pour les indicateurs de performance financière, seulement un ensemble de fourchettes de valeurs pour apprécier les efforts de gestion des SFD. Ainsi certains indicateurs de performance financière se présentent comme suit :

##### *A - L'efficience*

Elle représente la proportion des charges non financières dans le total de l'actif du bilan. La fourchette de cet indicateur comprise entre 0 et 110% est respectée par tous les SFD. Aussi, plus cette valeur est proche de zéro, plus la structure est efficiente.

Pour les structures mutualistes, l'efficience affichée est comprise entre 3,73% et 40,11%. Pour les réseaux CVECA, elle varie de 4% à 14,28%, celle des réseaux de crédit solidaire est comprise entre 14% et 48,18% et pour « autre système », elle est de 4,36%.

##### *B - L'autosuffisance opérationnelle*

Elle mesure le degré de couverture des charges d'exploitation par les produits financiers nets. La fourchette est comprise entre 160 et 210%. Aucune structure n'est dans la fourchette.

##### *C- La capitalisation*

Elle mesure le poids des fonds propres d'une structure par rapport au passif exigible. La fourchette est comprise entre 210 et 260%.

Aucune structure CVECA n'est dans la fourchette de valeurs. Au niveau des structures mutualistes, elle est dépassée par un seul réseau. Par contre, au niveau du système de crédit solidaire, une seule structure est dans la fourchette.

##### *D - La couverture des frais généraux par les produits financiers nets :*

Cet indicateur mesure la proportion de la couverture des charges non financières par les produits financiers nets, le minimum est de 100%.

Seize (16) structures mutualistes sur 24 soit 54,16 % ont respecté cet indicateur. Les autres ont des taux variant entre 0,76 à 89,34%. Au niveau des structures de crédit

solidaire, trois (3) sur huit (8) n'ont pas respecté le minimum avec un taux variant de 5,44 à 44,56 %. Pour les CVECA, quatre (4) sur sept (7) ont respecté cet indicateur. Quant aux « autres systèmes », la norme a été respectée avec un taux de 131%.

#### E - La sujexion aux subventions :

Cet indicateur mesure le degré de dépendance d'une structure vis-à-vis de l'appui externe. L'objectif visé est de 0% c'est-à-dire que la structure arrive à se prendre entièrement en charge.

Au niveau des structures mutualistes, neuf (9) sur vingt et quatre (24) n'ont pas bénéficié de subventions. Par contre deux (2) structures de crédit solidaire et toutes les CVECA en ont bénéficié.

#### F - Rentabilité :

Elle exprime la proportion du bénéfice net réalisé par rapport à l'actif total. La norme est de 0,5% au minimum.

Au niveau des structures mutualistes, cinq (5) n'ont pas atteint le minimum en 2004. Pour les CVECA, un (1) seul réseau sur (7) n'a pas atteint le minimum. La norme a été respectée par les structures de crédit solidaire et « autre système ».

### 2-4 : Offre et couverture géographique du pays en services financiers par les SFD

#### 2-4-1 Offre de services financiers des SFD suivant le milieu (millions de F CFA)

SFD	Sociétariat		Dépôt				Crédit					
	Rural	%	Urbain	%	Rural	%	Urbain	%	Rural	%	Urbain	%
Mutualiste	233 677	60,49	234 564	83,69	7 235	80,20	17 515	93,53	10 037	70	19 872	90,50
Créd Solid	25 679	6,65	45 746	16,3	268	2,95	1 217	6,47	834	5,61	2 084	9,50
CVECA	128 384	32,71	0	0	1 365	16,05	0	0	3 293	22,05	0	0
Autre syst.	592	0,15	0	0	162	1,80	0	0	178	1,24	0	0
Total	386 332	100	280 308	100	9 021	100	18 832	100	14 342	100	21 966	100
Total SFD	666 640	57,95%		42,05%	27 853	32,38%		67,62%	36 327	39,48%		60,50%

NB. Est considéré comme milieu urbain, les SFD ayant leur siège dans les chefs lieux de préfecture et de région administrative. À l'exception des systèmes CVECA qui évoluent exclusivement en milieu rural, principalement dans les villages, les autres institutions de micro finance évoluent tant en milieu rural qu'en milieu urbain.

#### A – La répartition du sociétariat entre zones urbaine et rurale

Courant 2004, sur l'ensemble du sociétariat global, environ 386 332 membres/clients (soit 57,95%) se retrouvent en milieu rural et 280 308 membres/clients (soit 42,05%) dans les centres urbains et semi-urbains.

Le système mutualiste domine le sociétariat rural avec 60,49% contre 32,11% au niveau CVECA et 6,65% au niveau du système de crédit solidaire. La composante « autre système » représente 0,15% du sociétariat rural.

Le milieu urbain et semi-urbain est fortement dominé par le système mutualiste avec une proportion de 83,69% de membres, le reste étant formé de membres/clients du système de crédit solidaire.

#### B – La collecte de l'épargne publique

L'épargne mobilisée en zone rurale représente 32,38% de l'ensemble des dépôts des SFD contre 67,62% en milieu urbain .

#### *F - Limitation des prêts aux dirigeants*

La norme de ce ratio est de 20% pour les structures mutualistes et se situe entre 15 et 20% suivant les différentes conventions signées par les SFD non mutualistes. Elle est respectée par tous les SFD à l'exception de deux (2) réseaux mutualistes.

#### *G - La limitation des risques pris sur un seul membre*

La norme pour ce ratio est de 10% pour les structures mutualistes et 5% pour les CVECA. Elle est respectée par tous les systèmes CVECA. Pour les structures mutualistes, trois seulement, l'ont dépassé.

#### *H – Le ratio de couverture des risques par les fonds propres*

Ce ratio s'applique seulement au niveau des CVECA, signataires de la convention avec le Ministre des Finances. La norme, fixée à au moins 10%, a été respectée par tous les réseaux.

#### *2.3.2 – indicateurs de performance financière*

Il n'existe pas actuellement de normes définies par la BCEAO pour les indicateurs de performance financière, seulement un ensemble de fourchettes de valeurs pour apprécier les efforts de gestion des SFD. Ainsi certains indicateurs de performance financière se présentent comme suit :

##### *A - L'efficience*

Elle représente la proportion des charges non financières dans le total de l'actif du bilan. La fourchette de cet indicateur comprise entre 0 et 110% est respectée par tous les SFD. Aussi, plus cette valeur est proche de zéro, plus la structure est efficiente.

Pour les structures mutualistes, l'efficience affichée est comprise entre 3,73% et 40,11%. Pour les réseaux CVECA, elle varie de 4% à 14,28%, celle des réseaux de crédit solidaire est comprise entre 14% et 48,18% et pour « autre système », elle est de 4,36%.

##### *B - L'autosuffisance opérationnelle*

Elle mesure le degré de couverture des charges d'exploitation par les produits financiers nets. La fourchette est comprise entre 160 et 210%. Aucune structure n'est dans la fourchette.

##### *C- La capitalisation*

Elle mesure le poids des fonds propres d'une structure par rapport au passif exigible. La fourchette est comprise entre 210 et 260%.

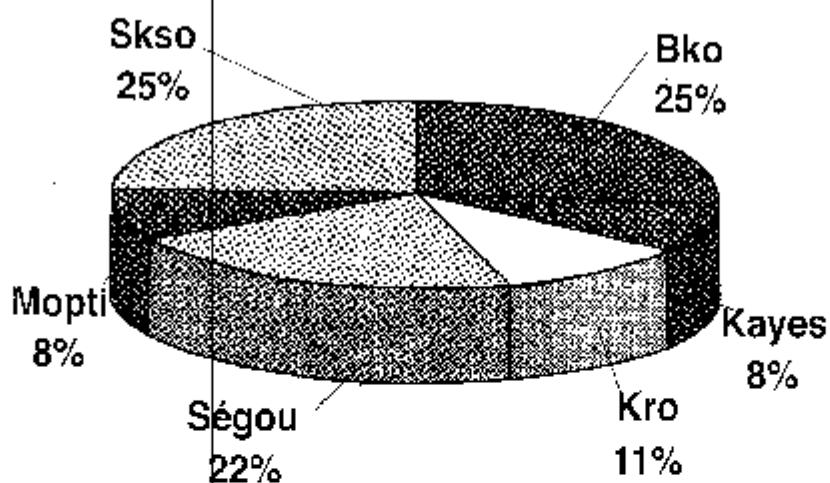
Aucune structure CVECA n'est dans la fourchette de valeurs. Au niveau des structures mutualistes, elle est dépassée par un seul réseau. Par contre, au niveau du système de crédit solidaire, une seule structure est dans la fourchette.

##### *D - La couverture des frais généraux par les produits financiers nets :*

Cet indicateur mesure la proportion de la couverture des charges non financières par les produits financiers nets, le minimum est de 100%.

Seize (16) structures mutualistes sur 24 soit 54,16 % ont respecté cet indicateur. Les autres ont des taux variant entre 0,76 à 89,34%. Au niveau des structures de crédit

**Figure 6:** Répartition géographique du sociétariat des SFD en 2004



La couverture du pays par les institutions de micro finance est faite de façon disproportionnée.

Le système mutualiste couvre l'ensemble du territoire avec souvent une forte concentration dans certaines régions telles que Bamako, Ségou et Sikasso. Le système CVECA évolue principalement dans les régions de Kayes, Ségou et Mopti.

A l'exception des régions de Gao, et Kidal, le système de crédit solidaire existe dans toutes les autres régions.

Sur l'ensemble du sociétariat, la région de Bamako enregistre 25,91% des membres/clients, suivi par les régions de Sikasso (24,46%) et de Ségou (22%), Koulikoro avec 10,57%, Mopti avec 8,35%, et Kayes avec 8,28%. Les parts respectives des régions de Gao et de Tombouctou demeurent très faibles, soit: 0,01% et 0,37%.

En 2004, la mobilisation de l'épargne a été très importante dans les régions de Bamako, Sikasso et Ségou. Au 31/12/2004, la part d'épargne collectée par les SFD dans ces régions, a atteint 78,42% de l'ensemble des dépôts du secteur de la micro finance.

Dans la région de Tombouctou, le système mutualiste et « autre système », détiennent la quasi-totalité des dépôts, soit respectivement 63,49% et 36,51%. Le reste soit 0,29% est occupé par le système de crédit solidaire.

A la date du 31/12/2004, l'encours de crédit dans la région de Sikasso occupe 28,75% du total, ensuite viennent les régions de Bamako avec 28,27%, Ségou avec 24,93% et Koulikoro avec 8,70%. La part des régions de Gao et Tombouctou reste très faible (0,92%).

### **III. SURVEILLANCE ET CONTROLE DES SFD**

#### **3-1 : Etat d'exécution du programme annuel de contrôle**

En 2004, sur une programmation de vingt huit (28) missions de contrôle, la CAS/SFD a pu effectuer vingt cinq (25) missions, soit un taux de réalisation de 92,85%. Parmi ces missions de contrôle, sept (7) ont été effectuées avec l'appui des cabinets privés et deux (2) conjointement avec l'équipe d'inspecteurs de la DSFD/BCEAO-Dakar.

Il faut cependant noter qu'en plus des missions programmées, la CAS/SFD a mené cinq (5) autres missions de contrôle, dont trois (3) auprès des caisses en difficulté (Jéméni de bozola, Niatou, Nyésigiso de Djélibougou) et deux (2) dans le cadre du suivi des structures mises en place avec l'appui du projet de réduction de la pauvreté (PRP), notamment les réseaux Kondo Jigima et Jigiyaso Ba dans les cercles de Kolokani, Nara et Banamba., soit un total annuel de trente (30) missions de contrôles réalisées au cours de l'année 2004.

Les partenaires techniques et financiers qui ont concouru à la mise en œuvre de ce programme sont :

- la Banque Mondiale à travers le Projet de Développement du Secteur Financier (PDSF),
- la DSFD/BCEAO-Dakar,
- et le Projet PIFD/GTZ.

En terme de couverture géographique, le programme annuel d'inspection 2004 a concerné six (6) régions et le district de Bamako. Ces localités visitées abritent plus de 97% de l'ensemble des SFD.

Au cours de l'année 2004, seize (16) réseaux dont 40% de mutualistes, 27% de CVECA, 33% de crédit solidaire et quatorze (14) caisses de base non affiliées à un réseau, ont pu être contrôlés.

Liste des SFD ayant fait l'objet de contrôle en 2004

N°	SFD contrôlés	Type	Lieu	Nature de la mission	Observ.
1	Jéméni Bozola	Mutualiste	Bamako	CAS/SFD	NP
2	Nyésigiso	Mutualiste	Bamako - Ségou	CAS/SFD/cabinet	
3	Niatou	Mutualiste	Bamako	CAS/SFD	NP
4	Buntunz	Mutualiste	Kayes	CAS/SFD	
5	Buntunba	Mutualiste	Kayes	CAS/SFD	
6	CVECA /ON	CVECA	Ségou	CAS/SFD	
7	CANEF	Crédit solidaire	Sikasso	CAS/SFD	
8	Yérétaso AMAPEF	Mutualiste	Bamako-Koulakoro	CAS/SFD	
9	PASECATenekou/Madina	CVECA	Ségou-Mopti	CAS/GFD-BCEAO	
10	PASACOOP Sar/Djenné	CVECA	Ségou-Mopti	CAS/SFD	
11	Reca Donkasigui	Mutualiste	Koulakoro	CAS/SFD	
12	Sudu Diawdi	Mutuel iste	Bamako	CAS/SFD	
13	CEC Sema I Badala	Mutualiste	Bamako	CAS/SFD	
14	Damu O'Péré	Mutualiste	Bamako	CAS/SFD	
15	CFC Hypodrome	Mutualiste	Bamako	CAS/SFD-BCEAO	
16	Kondo Jigima	Mutualiste	Bamako	CAS/SFD/cabinet	
17	Missélini	Crédit solidaire	Bamako	CAS/SFD/cabinet	
18	Azaouad Finances	Société	Loré	CAS/SFD/cabinet	
19	CVECA P/D	Anonyme	Mopti	CAS/SFD/cabinet	
20	Soro Yiriwaso	CVECA	Sikasso	CAS/SFD	
21	Nyésigiso Djélibougou	Crédit solidaire	Bamako	CAS/SFD/cabinet	
22	CEC Espoir Hippodrome	Mutualiste	Bamako	CAS/SFD	
23	CVECA 1 <sup>re</sup> Région	Mutualiste	Kita	CAS/SFD	
24	Kondo Jigima	CVECA	Koulakoro	CAS/SFD	
25	Jigiyasoba	Mutualiste	Koulakoro	CAS/SFD	NP
26	RMCR	Mutualiste	Koulakoro	CAS/SFD/cabinet	NP
27	CAMEC	Crédit solidaire	Sikasso-Ségou	CAS/SFD	
28	Kolon Kafcso	Mutualiste	Bamako	CAS/SFD	
29	Kalo Jiginew	Mutualiste	Sikasso	CAS/SFD	
30	Karabara	Mutualiste	Sikasso		

NP : non programmé

### 3-2. : Principaux constats et dysfonctionnements relevés par les missions de contrôle

Les contrôles effectués dans le cadre de la surveillance des SFD ont été menés à deux niveaux : sur pièces et sur place.

Aussi bien sur pièces que sur place, les constats et dysfonctionnements relevés demeurent, quoiqu'avec une légère amélioration, les mêmes que pendant les années précédentes.

#### 3- 2- 1 : Contrôle sur pièces

Le contrôle sur pièces découle de l'application de l'article 64 de la loi 94-040 du 15 Août 1994 selon lequel : « Le Ministre chargé des Finances est habilité à demander communication de tous documents, états statistiques, rapports et autres renseignements nécessaires à l'exercice de leur mission. »

Conformément à cet article, la CAS/SFD a reçu au cours de l'exercice 2004 et cela de façon irrégulière les statistiques trimestrielles de la plupart des SFD, les rapports d'audit externe.

Par contre, en application de l'article 65 de la loi, relatif à la fourniture des rapports de contrôle interne, seulement quatre (4) réseaux, sur une prévision de 59, ont envoyé leurs rapports de contrôle interne, soit un taux de réception de 7%.

Il s'agit des réseaux :

- Kafo Jiginew ;
- N'yèsigiso ;
- Kondo Jigima ;
- Misseleni.

Ce contrôle a principalement porté sur les rapports annuels et états financiers 2003, les statistiques trimestrielles, les rapports d'audit et de contrôle interne des SFD.

#### Rapports d'activités annuels et états financiers

Sur une prévision de cinquante neuf (59) rapports attendus des structures faîtières 2004, la CAS/SFD a reçu quarante (40), soit un taux de réception de 67,79% (voir tableau ci-dessous).

*Situation des fournitures de rapports annuels et états financiers*

Systèmes	Nbre de rapports attendu	Nbre de rapports reçu	Observations
Mutualiste	43	24	19 non fournis
Crédit Solidaire	8	8	
CVECA	7	7	
Autre système	1	1	
Total	59	40	

#### Constats

Les principaux constats faits, en application de ces dispositions, se résument comme suit :

- le non respect des délais légaux et réglementaires de dépôts des rapports d'activités annuels et des états financiers (dans les 6 mois après la clôture de l'exercice), des états statistiques trimestriels, des rapports internes de vérification et d'inspection faisant ressortir les anomalies et formulant les recommandations (30 jours après leur production), aux fins de permettre la mise en œuvre de mesures éventuelles de redressement et la prise de sanctions ;
- la non fourniture des rapports d'activités annuels, des états financiers et des rapports de contrôle interne par certaines structures ;
- la non fourniture de renseignements requis ou la fourniture de renseignements incomplets ou incohérents, portant notamment sur la gestion, le suivi du portefeuille de crédit (cumul des crédits octroyés dans l'année, taux de remboursements, taux de recouvrements attendus et/ou intervenus) et les ratios prudentiels, ainsi que sur les états financiers ;
- le non respect des dispositions des instructions de la BCEAO, relatives à la présentation des états financiers et aux ratios prudentiels.

#### 3- 2- 2 : Contrôles sur place

En vertu de l'article 66 de la loi, selon lequel le Ministre chargé des Finances « peut procéder ou faire procéder à tout contrôle des institutions », les équipes d'inspecteurs de la CAS/SFD ont été, tout au long de l'année, envoyées en mission de contrôle sur le terrain, seules ou en compagnie d'autres équipes, en l'occurrence la BCEAO (DSFD) et les cabinets d'expertise comptable.

### Critères de sélection des SFD à contrôler :

Les critères qui ont guidé le choix des SFD ayant fait l'objet de contrôle sur place <sup>27</sup> cours de l'exercice 2004 ont été les suivants :

- structure non encore contrôlée ;
- volume de l'encours de dépôt et de crédit ;
- qualité du portefeuille
- non respect de la réglementation en matière de taux d'usure ;
- existence de crise ou de problèmes liés à la gouvernance au sein de la structure.

### Constats

Les principaux constats relevés par les missions de contrôle sont :

- le non respect de la loi au regard des aspects suivants :
  - l'exercice de la profession ;
  - le défaut d'enregistrement aux greffes des tribunaux compétents ou de déclaration au Ministère chargé des finances, des exemplaires des statuts et listes des élus, ainsi que leurs modifications (article 18 de la loi 94 040 du 15/08/1994) ;
  - la séparation des fonctions de dirigeants élus administrateurs/gestionnaires et celles de surveillants ;
  - le plafond de taux d'usure fixé à 27 % (tous frais compris) ;
  - la production d'états financiers réguliers ;
  - le contrôle, au moins une fois l'an, de l'institution de base par la structure faîtière ;
  - le recrutement et l'emploi de personnel suivant du code du travail ;
- le non respect des réglementations et procédures internes (statuts et règlements intérieurs, politiques et procédures, etc.) ;
- le mauvais fonctionnement des organés d'administration, de gestion et de surveillance, et plus particulièrement au niveau des structures de base affiliées ou pas à un réseau, se traduisant par la non tenue de réunions, le manque de suivi des résolutions et des recommandations, l'absence de PV et de rapports d'activité des organes dirigeants ;
- la mauvaise gestion du crédit se traduisant par :
  - la mauvaise analyse des demandes de crédit ;
  - la faiblesse des garanties constituées ;
  - le mauvais suivi des prêts octroyés ;
  - la dégradation des portefeuilles ;
- l'absence de manuels de politiques et procédures administratives, financières et comptables ;
- la non disponibilité, au niveau des structures de base, des documents élaborés, adoptés et/ou mis en vigueur par les structures faîtières ;
- l'absence de procédures écrites d'élaboration et d'exécution budgétaire ;
- la mauvaise gestion et le mauvais suivi des dépôts et des liquidités ;
- la mauvaise tenue de la comptabilité ;
- le manque de rigueur dans l'administration et la gestion des systèmes d'information de gestion (SIG) ;
- les pratiques de manœuvres frauduleuses et/ou de détournements .

### **3-3 : Suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des missions de contrôle de 2003**

Le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des missions de 2003 a constitué la deuxième phase du processus de contrôle sur place des SFD.

#### Structures ayant fait l'objet de suivi des recommandations issues d'une mission de contrôle :

Au total, vingt (20) SFD ont été concernés par le programme de suivi de la mise en œuvre des recommandations issues de contrôle, courant 2004.

Les structures concernées se répartissent comme suit, par système :

- Mutualistes.....	13
- CVECA .....	3
- Crédits solidaires.....	4

#### Rappel des principales recommandations

Les recommandations issues des missions de contrôle ont porté principalement sur :

- le respect strict de la loi, se traduisant par :
  - la cessation impérative de tout exercice illégal de la profession, en l'absence d'agrément,
  - l'enregistrement et/ou la déclaration, aux greffes des tribunaux compétents et/ou au Ministère chargé des finances, des exemplaires des statuts et listes des élus ainsi que leurs modifications,
  - la séparation obligatoire des fonctions incompatibles,
  - l'application de taux d'intérêt conformes à la loi, le contrôle des institutions de base affiliées par les institutions faîtières,
  - la production d'états financiers réguliers ;
  - le recrutement et l'emploi de personnel conformément au code du travail ;
- le respect strict des réglementations et procédures internes en vigueur ;
- la dynamisation des organes élus par la tenue régulière des réunions et des contrôles, l'élaboration de PV et de rapports de contrôles et/ou d'activité, ainsi que le suivi des résolutions et des recommandations ;
- la rigueur dans la gestion du crédit, devant se traduire par :
  - l'analyse saine et correcte des demandes de crédit ;
  - l'exigence de garanties fiables ;
  - le suivi permanent des prêts octroyés ;
  - le recours aux mesures légales de recouvrement des créances ;
- l'élaboration de manuels de politiques et procédures administratives, financières et comptables ;
- la mise à disposition des structures de base affiliées, par les structures faîtières, des documents élaborés, adoptés et/ou mis en vigueur par ces dernières ;
- l'élaboration de manuels de procédures budgétaires ;
- la gestion et le suivi rigoureux des dépôts et des liquidités ;
- la tenue de comptabilités fiables et la production d'états financiers corrects ;
- la rigueur dans l'administration et la gestion des SIG ;
- le recours à des mesures vigoureuses, voire des poursuites judiciaires, contre les employés convaincus de pratiques frauduleuses.

#### Point d'exécution des recommandations :

Les efforts de sensibilisation et de formation entrepris à la fois par la CAS/SFD et l'APIM/Mali doublés de l'appui financier et technique des partenaires au développement intervenant dans la micro finance auront permis de surmonter de nombreuses contraintes auxquelles les SFD étaient confrontées pour la mise en œuvre des recommandations issues des contrôles. C'est ainsi que, d'une manière générale, la proportion dans laquelle esdites recommandations ont été mises en œuvre se situe dans la fourchette de 40 à 50%.

Toutefois, certaines structures de base non affiliées à des réseaux et/ou ne bénéficiant pas d'appuis financiers et techniques, ont présenté des situations plutôt contrastées.

#### **3-4 : Renforcement des capacités de la CAS/SFD**

Le renforcement des capacités de la CAS/SFD a été mené selon deux (2) approches :

- la participation des cadres à des sessions de formation, atelier, et de séminaire ;
- les missions de contrôle conjointes avec l'assistance des structures externes (Direction des Systèmes Financiers Décentralisés de la BCEAO, et les cabinets d'expertise comptables).

Les cadres ont suivi des formations portant sur les modules suivants :

- Comptabilité et analyse financière, par le cabinet FINOR (sur financement de l'US-AID à travers Mali-Finances) ;
- Diversité des Systèmes Financiers ruraux : CNEARC (Banque Mondiale - PDSF) ;
- Analyse financière d'un établissement de crédit (Banque Mondiale - PDSF) ;
- Micro finance : défi institutionnel et enjeu stratégique (AFD et Banque Mondiale).

Quant à la formation pratique, elle s'est traduite par un appui au contrôle sur place par les cabinets privés et des inspections conjointes avec la DSFD (BCEAO) au niveau de certains réseaux.

La CAS/SFD a été renforcée en ressources humaines, par l'affectation de six (6) cadres. C'est ainsi qu'en 2004 le personnel se compose de :

- un (1) Coordinateur ;
- cinq (5) chargés de contrôle dont le chef de bureau
- cinq (5) chargés d'agrément dont le chef de bureau
- un (1) chef de bureau d'administration et comptable
- trois (3) secrétaires d'administration dont une recrutée par le PDSF
- trois (3) chauffeurs dont un recruté par le PDSF
- un (1) agent de saisie informatique recruté par la GTZ (PIFD)
- trois (3) gardiens tous recrutés par la GTZ (PIFD).

#### **IV. SUIVI DU RESPECT DE LA REGLEMENTATION**

Les conditions d'exercice des institutions de micro finance sont définies par un dispositif légal et réglementaire adopté par l'ensemble des pays de l'UMOA. C'est ainsi que le cadre juridique réglementant les activités d'intermédiation financière des systèmes financiers décentralisés au Mali est défini par la loi n°94-040 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit et son décret d'application ainsi que les différentes conventions particulières signées avec les structures ou organisations non mutualistes.

Le suivi du respect de ce cadre juridique par les structures de micro finance passe par, d'une part, l'examen rigoureux et la maîtrise des dossiers de demande d'autorisation d'exercice de la profession et d'autre part, le contrôle et l'assainissement de l'environnement concurrentiel du secteur.

Au cours de l'année 2004, la CAS/SFD a enregistré et procédé à l'examen de nouvelles demandes d'autorisation d'exercice. La situation de ces dossiers se présente comme suit :

#### **4.1. - Evolution des dossiers de demande d'autorisation d'exercice**

En vertu de la loi 94-040 du 15 août 1994 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit, l'exercice des activités de collecte de l'épargne et d'octroi de crédit requiert, de la part du promoteur de SFD, l'autorisation préalable du Ministre chargé des finances.

Cette autorisation revêt trois formes :

- L'agrément pour les institutions à caractère mutualiste ;
- Les dispositions particulières convenues avec le Ministre chargé des finances (signature de la convention cadre) pour les structures ou organisations non constituées sous forme mutualiste ;
- la reconnaissance pour les institutions et groupements d'épargne et de crédit ne remplissant pas toutes les conditionnalités requises du régime de l'agrément.

Dans le cadre de ces dispositions, la CAS/SFD a reçu, au titre de l'exercice 2004, de la part des structures de micro finance, quarante deux (42) demandes d'autorisation d'exercice, réparties entre les deux régimes suivants :

- L'agrément : quarante (40) demandes formulées par des institutions mutualistes d'épargne et de crédit ;
- La demande de signature de la convention : deux (2) demandes émanant des structures non mutualistes.

Aucune demande de reconnaissance n'a été enregistrée.

Par rapport à l'année 2003, on note une certaine évolution des demandes d'autorisation tant au plan de l'extension géographique qu'à celui du renforcement structurel des réseaux existants.

S'agissant des structures mutualistes, la situation se présente comme suit :

- Vingt (20) demandes d'agrément d'institutions de base en cours de constitution au sein des réseaux Kondo Jigima et Jigiyaso Ba respectivement pour douze (12) et huit (8) caisses et s'inscrivent dans le cadre de l'exécution du volet micro crédit du Programme Réduction de la Pauvreté ;
- Treize (13) demandes concernent les caisses non affiliées à un réseau ;
- Quatre (4) demandes ont été introduites par le réseau Nyèsigiso et résultent du processus de fusion de quinze (15) de ses caisses de base, conformément à la politique de restructuration en cours dans le réseau.
- Trois (3) demandes d'agrément d'union regroupant des institutions de base positionnées auparavant comme étant des structures isolées.

Il s'agit de :

- l'union des caisses communautaires d'épargne et de crédit du Guimaya/Youwarou regroupant huit (8) caisses dont le siège social est établi à Ambiri (cercle de Youwarou, région de Mopti).
- l'union des Caisse d'Epargne et de crédit « Soroyiriwaso », regroupant cinq (5) caisses avec comme siège social le District de Bamako ;
- l'Union des Caisse Associatives d'Epargne et de Crédit des Commerçants et Entrepreneurs du Mali avec trois (3) caisses ; et dont le siège social est fixé à Bamako.

Situation comparitive des demandes d'autorisation d'exercice entre 2003 et 2004

Type de demande	Nombre dossiers reçus			Observations
	2003	2004	Ecart	
<b>Système mutualiste</b>				
Agrement caisses de base	31	37	6	En 2004, vingt quatre (24) demandes provenaient des réseaux : 12 de Kondo Jigima, 8 de Jigiyaso Ba et 4 de Nyesigiso
Agrement Union de caisse	0	3	3	
Agrement Fédération	0	0	0	
Reconnaissance	3	0	-3	
<b>Système non mutualiste</b>				
Signature de la convention	6	2	-4	
	<b>Total</b>	<b>40</b>	<b>42</b>	<b>2</b>

L'année 2004 a enregistré globalement plus de demandes d'autorisation que 2003, soit deux (2) demandes de plus. La plupart des demandes émane des caisses de base en cours de constitution au sein de réseaux existants. Une certaine évolution est également constatée en terme de demande d'autorisation d'union de caisses avec trois (3) dossiers en 2004 contre zéro (0) durant l'année 2003. Par contre, seulement deux (2) dossiers de demande de signature de la convention cadre ont été enregistrés en 2004 contre six (6) en 2003.

Répartition des demandes par région pour l'exercice 2004

Régions	Nombre de Demandes	Observations
Koulikoro	14	dont onze (11) de Kondo Jigima
Kayes	12	dont six (6) de Jigiyaso Ba, 5 caisses de base non affiliées
Sikasso	3	
Ségou	3	dont 2 caisses issues de fusion
D. Bamako	6	dont 2 caisses issues de fusion
Mopti	3	
Gao	1	
<b>Total</b>	<b>42</b>	

Si au cours de l'année 2003, les régions de Ségou et Mopti ont détenu le record en nombre de demandes d'autorisation d'exercice, la majorité des demandes (plus de 57%) pour l'exercice 2004, émane des régions de Koulikoro et Kayes.

#### a) Traitement des demandes d'autorisation

Une seule demande a fait l'objet de rejet pour insuffisance de moyens nécessaires à une gestion professionnalisée des activités. Il s'agit de la demande d'agrément de la caisse de Sirakorola.

La plupart des dossiers de demande d'agrément ont fait l'objet d'observations qui ont été prises en charge par les requérants.

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité des informations contenues dans les dossiers de demande d'autorisation d'exercice, la CAS/SFD a adopté une nouvelle approche consistant à procéder à l'envoi de missions de vérification sur place, en vue de s'assurer de la véracité et de la conformité de certaines déclarations se rapportant notamment à l'existence de moyens financiers matériels et humains inhérents à la gestion professionnelle des activités d'épargne et de crédit. Ces visites ont été, très souvent, l'occasion pour les agents de la CAS/SFD de donner d'amples informations aux dirigeants et sociétaires/clients sur la réglementation relative aux SFD.

Au total dix (10) SFD ont été concernés par ces missions de vérification au cours de l'exercice 2004.

Les renseignements recueillis sur le terrain ont beaucoup contribué à améliorer l'examen des dossiers et à diligenter la prise de décision de l'autorisation d'exercice.

*Situation des autorisations accordées en 2003 comparée à celle de l'année 2004*

Type d'autorisations	Nombre d'autorisations accordées			Observations
	2003	2004	Variation	
Agrément caisses de base	30	20	-10	
Agrément Union de caisses	0	0	0	
Agrément Fédération	0	0	0	
Signature de la convention	6	3	-3	
Reconnaissance	0	0	0	
<b>Total</b>	<b>36</b>	<b>23</b>	<b>-13</b>	

Sur quarante deux (42) dossiers, vingt trois (23) ont été étudiés et jugés conformes à la réglementation. Les structures concernées ont, en conséquence, été autorisées à exercer légalement.

Il s'agit de :

- vingt (20) institutions de base, dont dix huit (18) affiliées aux réseaux ;
- trois (3) structures non constituées sous forme mutualiste de type crédit solidaire et collectant de surcroît l'épargne des clients.

Il ressort de l'analyse du tableau ci-dessus que moins d'autorisations ont été délivrées au cours de l'année 2004 comparativement à l'exercice 2003. L'écart s'explique par le fait que seize (16) demandes sur quarante deux (42) ont été reçues au cours des deux derniers mois de l'année 2004. Leur étude s'est étendue sur l'année 2005.

*Répartition des nouvelles autorisations par région pour l'exercice 2004 selon le siège social*

Régions	Autorisations	Observations
Koulikoro	7	- des caisses mutuelles de base
Kayes	7	- des caisses mutuelles de base
Sikasso	3	- des caisses mutuelles de base
Ségou	2	- des caisses mutuelles de base
D/Bamako	4	- dont une (1) caisse mutualiste et trois (3) non mutualistes
<b>Total</b>	<b>23</b>	

b) Evolution globale des autorisations d'exercice par région

L'évolution de la situation globale des autorisations, (années 2003 et 2004) est présentée dans le tableau ci-après :

Régions Systèmes	Bko	Kayes	Koulako	Sikasso	Ségou	Mopti	Tomb	Gao	Kidal	Total
<b>2003</b>										
Mutualistes	79	20	67	105	144	23	6	6	2	<b>452</b>
Crédit solidaire	4	0	1	1	0	2	1	0	0	<b>9</b>
CVECA	0	3	0	0	4	4	0	0	0	<b>11</b>
Autres	0	0	0	0	0	0	1	0	0	<b>1</b>
<b>Total</b>	<b>83</b>	<b>23</b>	<b>68</b>	<b>106</b>	<b>148</b>	<b>29</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>473</b>
<b>2004</b>										
Mutualistes	80	27	74	108	140	23	6	6	2	<b>466</b>
Crédit solidaire	7	0	1	1	0	2	1	0	0	<b>12</b>
CVECA	0	3	0	0	4	4	0	0	0	<b>11</b>
Autres	0	0	0	0	0	0	1	0	0	<b>1</b>
<b>Total</b>	<b>87</b>	<b>30</b>	<b>75</b>	<b>109</b>	<b>144</b>	<b>29</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>490</b>
Taux d'accrois.	4,81%	30,43%	10,29%	2,83%	-2,70%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	4,65%

Les opérations de fusion réalisées par le réseau Nyésigiso au cours de l'année 2004, ont concerné six (6) caisses de base qui, conformément à la réglementation, ont perdu en conséquence leur personnalité morale au profit des nouvelles institutions créées à Ségou. En conséquence, le nombre total d'institutions de la région de Ségou est passé de 148 à 144 entre 2003 et 2004.

Le taux de couverture s'est amélioré notamment dans les régions de Kayes, Koulikoro et le District de Bamako. Le nombre d'autorisations accordées n'a pas évolué dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal.

c) Situation des SFD en marge de la réglementation au 31/12/2004

La pratique de l'exercice illégal des activités de collecte de l'épargne et de distribution du crédit est constatée à trois niveaux qui sont :

- Les structures de micro finance isolées ne disposant d'aucune forme d'autorisation d'exercice légal, mais exerçant les activités de collecte de l'épargne et d'octroi de crédit. Ces structures sont le plus souvent soutenues par les ONG ;
- Les structures faillitives de fait (Unions non agréées) agissant au nom des institutions de base agréées ;
- Les caisses de base en activité au sein des réseaux mutualistes formels mais non encore agréées.

Le fichier national, issu du recensement des SFD, fait état d'un nombre initial brut de neuf cent vingt huit (928) caisses ou antennes à travers toute l'étendue du territoire national. Ce nombre a été ramené à huit cent soixante dix neuf (879) suite à la dissolution volontaire de quarante trois (43) caisses du réseau Faso Jigi et du retrait des agréments de six (6) caisses Nyésigiso ayant fusionné.

En incluant le nombre des CVECA et les antennes de crédit solidaire (au total 341) fédérées aux structures signataires de la convention, le répertoire tenu par la CAS/SFD fait apparaître un total de huit cent trente une (831) structures reconnues ou agréées.

Du rapprochement des données de ces deux sources, il ressort, théoriquement, que quarante huit (48) SFD ne disposent d'aucune autorisation d'exercice légal de la profession.

#### *d) Etat de la pratique de l'exercice illégal dans les institutions mutualistes au 31/12/2004*

Du rapprochement des données fournies par les rapports d'activités des SFD et de celles du répertoire tenu par la CAS/SFD, on a identifié trente neuf (39) institutions de micro finance en activité illégale, au sein de structures faillîères formellement autorisées (Tableau ci-dessous)

SFD concernés	Nombre déclaré en Activité <sup>1</sup>	Nombre Effectivement Autorisé <sup>2</sup>	Ecart	Observations
Kafô Jiginew	128	112	16	
CMEC/PDR-SAN	50	39	11	
UNION CMEC /PDR	3	0	3	Changement de statut juridique en cours
UNION NIAKO	1	0	1	
CAECE	5	3	2	
KARABARA	8	7	1	
YERETASO	7	2	5	
<b>Total</b>	<b>202</b>	<b>163</b>	<b>39</b>	

1. données selon les informations des rapports d'activités des SFD

2. données selon le répertoire de la CAS/SFD

Face à ces constats d'exercice illégal de l'activité, la CAS/SFD a d'une part, initié des missions d'informations et de sensibilisation dans deux régions (Kayes et Koulikoro) et d'autre part, tenu des ateliers locaux organisés sur le micro crédit en vue d'amener les structures mises en cause à se conformer aux dispositions légales. Suite à ces différentes actions appuyées par des lettres de mise en demeure, on a constaté un début de régularisation de la situation juridique de certaines structures promues par les ONG. En effet, une dizaine de demandes d'autorisation d'exercice ont été introduites auprès du Ministre chargé des Finances. Par ailleurs, la CAS/SFD continue d'enregistrer de nombreuses requêtes d'informations de la part des promoteurs des SFD en marge de la réglementation en vue de s'informer davantage sur les éléments constitutifs du dossier de demande d'autorisation d'exercice.

#### **4-2-. Etat de l'application des sanctions pour non respect des dispositions légales**

Les différents contrôles effectués par la CAS/SFD au cours de l'année 2004, ont relevé des cas d'infractions aux dispositions légales notamment la non fourniture à temps des rapports d'activités annuels et états financiers, appelant ainsi des sanctions pécuniaires à l'encontre des SFD contrevenants. En 2004, dix neuf (19) SFD ont été concernés par cette mesure.

### **V. APPUI AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE LA MICRO FINANCE**

#### **5-1. Plan d'actions pour le développement de la micro finance**

Le processus d'évaluation finale du Plan d'actions 1999-2002, qui a démarré en 2003 , a fait le constat que le secteur de la micro finance au Mali, après quatre années d'expansion très soutenue, présente des signes importants de fragilité, porteurs de risques pour l'avenir. C'est pourquoi, cette évaluation a proposé la poursuite de l'appui au développement du secteur de la micro finance à travers un nouveau Plan d'action axé essentiellement sur la consolidation et la restructuration des SFD existants.

L'atelier national de validation des orientations stratégiques de ce Plan, tenu en Novembre 2004, a défini la vision consensuelle des acteurs pour le développement du secteur et fixé les axes et objectifs du plan comme suit :

- La vision consensuelle de la micro finance au Mali pour les années à venir est la suivante : « *Par une couverture géographique nationale, la micro finance doit permettre au maximum de populations, d'accéder à des services financiers de proximité offert avec professionnalisme par des structures de micro finance intégrées au système financier national et, en tout état de cause, en respectant la viabilité financière et institutionnelle de manière à assurer leur pérennité* ».
- La période du nouveau Plan est de quatre ans, à savoir 2005-2008 ;
- Les objectifs généraux identifiés par le nouveau plan d'action, sont :
  - a) Une amélioration de l'accès des populations les plus démunies aux services financiers de proximité ;
  - b) La professionnalisation du secteur ;
  - c) La viabilisation et la pérennisation des structures de micro finance.
- Trois (3) grands domaines clés d'intervention ont été identifiés, à savoir :
  - a) Le renforcement, la généralisation et l'amélioration du contrôle et de la surveillance du secteur ;
  - b) la restructuration et la consolidation des institutions de micro finance, à travers :
  - c) la promotion en faveur d'un développement extensif, mais aussi qualitatif du secteur.

Sur la période 2005-2008, la mise en œuvre des activités programmées nécessitera un financement total évalué à environ 13,500 milliards de Fcfa.

## **5-2. : Les activités du Groupe Consultatif National pour la Micro finance**

Créé par le décret n°98-242/P-RM du 3 août 1998, le Groupe Consultatif National pour la Micro finance (GCNM) a pour mission d'assurer l'orientation, le pilotage et le suivi du développement du secteur de la micro finance au Mali.

A ce titre, il est chargé de :

- susciter, coordonner et assurer le suivi de la mise en œuvre du Plan d'action pour le développement de la micro finance ;
- renforcer la concertation entre les Autorités de tutelle, les Partenaires Techniques et Financiers et les SFD ;
- proposer toutes mesures susceptibles de contribuer au développement de la micro finance.

Le GCNM comprend les représentants de l'Etat, de la BCEAO, des Partenaires Techniques et Financiers et de l'Association Professionnelle des Institutions de Micro finance ( Apim-Mali). Il se réunit une fois par trimestre et son secrétariat est assuré par la CAS/SFD.

Au cours de l'année 2004, le GCNM s'est réuni deux (2) fois et a examiné plusieurs questions et préoccupations liées au développement du secteur de la micro finance dont notamment :

- les conclusions du rapport d'évaluation finale du Plan d'action 1999-2002 ;
- les propositions de grandes orientations stratégiques du nouveau Plan d'action ;

- l'état d'avancement du processus de création du Centre commun de formation Banque – Micro finance.

Le GCNM a formulé des recommandations pertinentes par rapport à toutes ces questions notamment la nécessité d'organiser un atelier national sur les grandes orientations stratégiques du nouveau Plan d'action.

### **5-3. : Les appuis des partenaires au profit du secteur de la micro finance**

L'année 2004 a été marquée par un certain nombre d'appuis et d'interventions de plusieurs partenaires techniques et financiers impliqués dans le développement de la micro finance au Mali, parmi lesquelles il convient de citer :

- Au niveau de la BCEAO

- La tenue à Bamako en mars 2004 d'un séminaire régional sur l'aménagement du cadre juridique et la surveillance des SFD. Ce séminaire a regroupé les correspondants nationaux de la BCEAO et les responsables et agents des structures ministérielles de suivi des SFD du Bénin, du Burkina, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Bissau, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo.

- Au niveau de l'APIM-Mali et ses membres

- La tenue des assemblées annuelles des réseaux membres de l'Apim-Mali ;
- La tenue à Bamako, en Décembre 2004, de la quatrième Conférence annuelle du Réseau AFMIN.

- ↳ Au niveau de la CG/PDSF

- L'appui technique et financier au processus d'élaboration du nouveau Plan d'Action pour le développement de la micro finance ;
- La participation au financement des missions de contrôle et d'audit des SFD, du fonctionnement de la Cellule, des activités de formation et de la participation des cadres de la CAS/SFD à des rencontres au plan national et international.

- ↳ Au niveau du PIFD/GTZ

- La participation au financement de l'aménagement et l'équipement des locaux abritant les bureaux de la Cellule et de son fonctionnement ;
- Le financement de la participation de cadres de la CAS/SFD à des séminaires de formation ;
- Le financement de certaines missions d'inspection et de contrôle de SFD.

- Au niveau du Projet Mali Finances / US- AID

- Le financement de la finalisation de l'étude visant la création de la centrale de risques pour les SFD.

## **VI. CONCLUSION**

Le secteur de la micro finance a, au cours de l'exercice 2004, connu une évolution relativement favorable, caractérisée par, d'une part, la tendance à la hausse des principaux indicateurs d'activités notamment le sociétariat, le taux de pénétration, les encours de dépôts et de crédits et d'autre part une nette amélioration de la qualité du portefeuille de crédits de la plupart des SFD.

Le secteur de la micro finance continue d'être dominé par les structures mutualistes tant en termes de sociétariat et que d'offre de services financiers de proximité.

La croissance du sociétariat en 2004 est imputable à l'extension des réseaux existants à travers la création de nouveaux points de service notamment dans les zones semi-urbaines et rurales. Le sociétariat féminin enregistre une tendance à la hausse comparativement aux années antérieures.

La couverture géographique du pays en services de micro finance continue de s'améliorer malgré les inégalités dans la répartition des SFD entre les régions. Les régions du Nord sont faiblement couvertes par l'offre de services de micro finance.

Les dépôts des SFD constitués de ressources à court terme ( dépôts à vue ou dépôts obligatoires) alors que certains continuent à développer de nouveaux produits de crédit à moyen et long termes, à savoir le crédit hypothécaire, les prêts d'équipements et d'intrants agricoles, le financement des travaux d'aménagement hydro-agricole, etc..

Les charges d'exploitation des SFD notamment les charges financières et du personnel ont augmenté plus vite que les produits d'exploitation.

Les constats de dysfonctionnements relevés lors des missions de contrôle de la CAS/SFD, confirment l'existence de contraintes liées à la faiblesse des systèmes internes de gestion (SIG) et la gouvernance au sein des structures visitées.

Malgré une évolution relativement favorable au cours de l'année 2004, le secteur de la micro finance au Mali, reste toujours confronté à des difficultés structurelles ( diversité des tailles des réseaux; faiblesse des SIG, problème gouvernance interne, etc...) qui nécessitent la mise en oeuvre d'actions de consolidation et de restructuration et le renforcement de la surveillance et du contrôle.

La relecture des textes de la CAS/SFD visant la séparation des fonctions de contrôle et de promotion ainsi que la mise en oeuvre du nouveau plan d'action 2005-2008 devront contribuer au renforcement du secteur.

## **ANNEXES**



**ANNEXE 1**

**DONNEES RELATIVES AU NOMBRE DE STRUCTURES ET AU SOCIETARIAT DES SFD AU 31/12/2004**

N° d'ordre	SFD	Données		Nbre de fédérations	Nbre de membres		Total
		Mutualistes	caisses		femmes	hommes	
1	Kéfô Ignow	128	0	1	15 525	131 598	7 739
2	FondM	54	5	1	5 613	11 220	655
3	Néfisc	48	1	-	41 632	72 011	9 486
4	Kondo Igina	53	1	-	12 455	25 315	123 129
5	Tiné	14	1	-	10 564	27 587	2 410
6	Jg yacé Ba	24	1	-	6 271	3 465	1 073
7	Canic Nationale	21	1	-	1 953	4 321	103
8	CHLC TDR SAN	50	3	-	6 821	9 988	18 500
9	Kolon Kafoso	1	-	-	1 822	3 792	1 01
10	FACE	5	-	-	1 186	2 806	20
11	Niako	3	-	-	1 740	3 133	93
12	Sesawaka Gobé	15	-	-	848	1 539	86
13	Karabé	8	-	-	3 557	1 073	4 630
14	Wouri Crédit Légarne	1	-	-	nd	nd	-
15	Sidiki Daoudi	1	-	-	711	648	18
16	Tenus	4	-	-	797	632	38
17	RECA Donkossou	4	-	-	415	695	122
18	Démescw	1	-	-	198	987	33
19	CCFC Youwarul	7	-	-	550	943	37
20	Yélétago R. TALL	7	1	-	516	23	17
21	Burumba	1	-	-	nd	nd	-
22	CÉC Yeréaso AMAPFF	6	-	-	714	13	5
23	CFMEC Espoir	1	-	-	272	712	56
24	Darmu O Pépé	1	-	-	560	951	84
<b>S/TOTAL MUTUALISTES</b>		<b>458</b>	<b>16</b>	<b>2</b>	<b>144 715</b>	<b>298 452</b>	<b>24 969</b>
							<b>468 136</b>

**NB:** Le nombre de Caisse et d'Unions sont celles déclarées par les SFD sur la base des Rapports fournis

nd : non déterminé

**ANNEXE I (Suite)**

**DONNEES RELATIVES AU NOMBRE DE STRUCTURES ET AU SOCIETARIAT DES SFD AU 31/12/2004**

N° d'ordre	SFD	Données d'Antennes/Caisses	Nbre d'Associations	Nbre de membres			Total
				femmes	hommes	groupements	
<b>Credit solidaires</b>							
1	Canef	22	1	18 157	-	( 404 ).	18 157
2	Ryali	3	1	7 107	4 349	(1 526).	11 956
3	Miské éni	18		15 716	-	(7 814).	15 476
4	Nayral NEF	0		1 351	189	(22).	1 520
5	Nycta Musow	0	1	4 714	-	(233).	4 214
6	RMC'R	5	1	4 542	1 154	(8).	5 696
7	Soro Yirwado	6	1	13 726	-	(3 426).	13 726
8	SOI(OBAJ) (ISB)	2	1	556	124	(63).	680
	<b>S/TOTAL CREDIT SOLIDAIRE</b>	<b>56</b>	<b>8</b>	<b>65 109</b>	<b>6 316</b>	<b>(8 596).</b>	<b>71 425</b>
<b>CVECA</b>							
1	Oveca Pays Dogon	62	3	9 583	23 218		32 801
2	Oveca Ircé Région	43	2	10 175	17 519	623	28 317
3	Oveca Samy Djenné (PASACOOP)	50	2	8 309	12 477	463	21 249
4	PASECA Kayes	41	2	4 323	7 346	267	11 936
5	PASECA Macina/Tenenkou	77	2	2 444	1 752	175	4 381
6	CVECA ON	50	3	9 305	15 555	1 959	26 819
7	CVECA/Ouest-Siby-Kangaba	/	1	357	496	28	881
	<b>S/TOTAL CVECA</b>	<b>285</b>	<b>15</b>	<b>44 496</b>	<b>78 373</b>	<b>3 515</b>	<b>126 384</b>
<b>Autre Système</b>							
1	Azaouad Finances S.A	1	0	65	617	13	695
	<b>S/TOTAL</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>65</b>	<b>617</b>	<b>13</b>	<b>695</b>
	<b>TOTAL ENSEMBLE SFD</b>			<b>254 385</b>	<b>383 758</b>	<b>28 497</b>	<b>666 640</b>

( ) groupements pris en compte dans le sociétariat global

**ANNEXE II**  
**DONNEES RELATIVES AUX RESSOURCES DES SSI AU 31/12/2004**

Taux des taux en millions de FCFA

N° d'ordre SFI	Données Mutualistes	Montant des dépôts hors subvention	Fonds propres hors subvention	Ligne de crédit	Subvention Ressources affectées	Total des Ressources	Nbre de déposants	Montant moyen des dépôts	aux d'intérêt créditeur	Total Actif
									à 1%	
1	Kafu Jigme	9 159 558	2 456 753	4 329 542	9 / 8 //	6	16 045 736	172 812	53	3 à 4%
2	FCRYD	1 019 277	230 992	1 675 938	410 141	0	3 436 398	71 955	46	6%
3	Nyélégina	5 114 63	1 318 809	260 136	102 406	108	5 756 332	113 642	45	3 à 5%
4	Kordou Jigima	2 897 334	-	788 039	441 155	31 196	0	2 581 586	84	3,5 à 4,5%
5	Zéméni	2 667 700	-	387 034	460 295	12 427	0	3 521 506	27 633	4 à 6%
6	Ighiyato	475 936	316 666	93 820	123 144	0	1 015 566	8 666	55	4%
7	Canal National	203 111	72 327	161 271	22 436	6	561 145	6 240	49	3 à 4,5%
8	CMEC PDS SAN	30 641	76 915	81 397	44 205	0	333 158	5 142	25	10%
9	Kolon Kafoso	262 613	44 368	0	211	0	30 7192	5 715	45	8 à 15%
10	Cefch	1 849 606	2 216 130	411 167	0	63 094	1 510 296	8 781	211	nd
11	Ylatin	546 896	117 166	130 189	0	0	794 454	7 252	243	6%
12	Sasawaka Global 2000	30 003	17 904	18 366	2 478	0	63 745	585	51	6%
13	Katelabé	110 102	21 446	0	74 340	0	155 932	2 406	38	1 à 6%
14	Wouri Crédit Epargne	8 560	1 028	1 071	6 355	0	14 958	1 798	5	nd
15	Sidu Diawo	104 502	9 025	295 186	1 817	0	410 930	598	25	nd
16	Tonjs	8 558	13 231	0	2 712	150	25 604	804	11	5%
17	RLCN Donkaigui	25 295	7 945	0	0	0	33 221	739	34	6,5%
18	Dénizow	13 739	4 709	385	41 896	0	1 149	461	91	4 à 6,5%
19	CCFC Youmarcu	2 672	1 186	0	5 109	0	8 967	nd	nd	2%
20	Yeritaso R. Tali	8 000	12 976	0	0	0	20 976	551	15	3%
21	Buntumba	3 955	1 500	0	3	0	5 455	nd	nd	nc
22	CEC Yeritaso AMAPÉ	6 504	12 511	0	1 799	0	20 814	474	14	7%
23	CENFC Espan	38 450	5 208	7719	1 189	0	52 566	197	195	nd
24	Dériu O Pére	6 444	9 977	20 000	0	0	94 371	40	6%	100 437
<b>S/TOTAL MUTUALISTES</b>	<b>24 864 390</b>	<b>6 562 654</b>	<b>8 329 085</b>	<b>941 791</b>	<b>63 301</b>	<b>40 781 221</b>	<b>4 8 324</b>	<b>59</b>	<b>41 865 273</b>	

nd = non déterminé

**ANNEXE II (Suite)**

**DONNEES RELATIVES AUX RESSOURCES DES SFD AU 31/12/2004**

échelle en millions de FCFA

N° d'ordre	Données SFD	Montant des dépôts	Fonds propres et subsides	Ligne de crédit	Subventions affectées	Ressources des déposants	Total des ressources	Nb de déposants	Montant aux intérêts créditeur		Total Bilan
									des dépôts	moyen	
<i>Credit solidaires</i>											
1	Caef	268 232	3 55 327	194 510	0	0	820 027	28 157	16	nd	517 327
2	Nyel	514 040	383 577	177 000	22 181	0	1 103 828	11 956	43	4,50%	1 088 256
3	Vicale	339 950	32 3 517	200 000	28 305	0	848 285	15 4/6	21	nd	381 943
4	Neyral M.I.	5 211	497 930	-	4 0/	0	307 842	1 520	3	nd	15 430
5	Nyel M.I. 2e	130 1/9	277 251	-	56 385	0	405 715	4 214	31	2,57%	410 858
6	RSGR	23 248	50 555	-	57 653	13 513	181 1/1	2 528	21	3%	335 600
7	Soc. Yirineac	16 568	2/6 0/	53 000	58 159	0	491 801	13 726	8	nd	759 826
8	SO 1054 01 153	5 303	1 888	-	0	7 791	97	61	5%	5 336	5 336
<b>S/TOTAL</b>		1 248 215	1 961 963	671 610	227 935	19 515	4 270 454	67 769	71	4 556 897	
<i>CVECA</i>											
1	Cveca Pays Dogon	1/8 239	38 481	52 568	26 381	63 014	359 683	2 023	86	10%	387
2	CVECA Iero Région	1/7 896	143 561	207 8/1	36 462	70 697	556 488	3 415	43	12%	558
3	SainDjeric (PASACCOOP)	127 638	139 074	50 316	15 4/5	332 774	3 370	38	3,5 à 7%	349	
4	PASFCA Kayes	403 474	130 437	-	41 995	575 910	2 553	158	3 à 5%	576	
5	PASECA Macina	26 916	8 972	-	41 587	7 505	1 089	75	2 à 9%	77	
6	CVECA ON	467 813	443 084	973 102	78 263	-	962 262	11 323	41	5 à 20%	2 710
7	CVUCA/Gué Silib-Kangaza	6 918	1 437	-	11 0/5	19 130	356	19	6 à 7%	19	
<b>S/TOTAL</b>		1 358 924	905 046	1 283 857	251 571	83 711	3 684 052	2 129	56	4 669	
<i>Autre Système</i>											
1	Aزانoun Franches 5,5	162 179	214 721	79 637	51 780	0	411 307	nc	nd	8 à 13%	415 082
<b>5/TOTAL</b>		162 179	114 721	79 627	51 780	0	411 307	0	nd	415 082	
<b>TOTAL ENSEMBLE SFD</b>		7 853 768	9 545 350	10 314 179	1 4/6 070	166 627	19 356 034	347 579	801	46 841 721	

nd = non déterminé

**ANNEXE II**

**DÉPOTS DES MEMBRES AUPRÈS DES SFD AU 31/12/2004**

(Valeurs en milliers de FCFA)

N° d'ordre	SFD	<i>Mutualistes</i>	Dépôts	Dont dépôts à vue	Dont dépôts à terme	Autres Dépôts	Total	
1	Nefo Jiginew		6 184 455	832 269	1 167 145		8 178 869	
2	CECIL		46 757	—	547 147		—	517 913
3	Nyctig 10		3 922 504	487 108	671 663		5 384 275	
4	Kondo Igima		1 564 720	263 363	—	1 269 249	—	2 897 332
5	Jérézii		7 339 812	122 334	192 891		7 655 037	
6	Jiqiyase 3a		107 369	24 899	43 657		475 625	
7	CETOC Nationale		89 462	39 416	166 763		295 641	
8	CMCC PDR SAN		45 643	88 195	1 785		125 623	
9	Kolon Kafoso		229 539	10 350	7 101		247 090	
10	CAF CE		944 320	11 395	892 382		1 848 397	
11	Flako		151 126	18 391	333 778		546 995	
12	Sasewaka Global 2000		10 612	15 803	3 603		30 348	
13	Ke akola 7		51 598	58 403	—		110 101	
14	Wouri Crédit Epargne		8 560	—	—		8 560	
15	Sudu Diawdi		75 723	—	28 778		104 501	
16	Tariq		6 880	965	673		8 518	
17	RTCA Donkastigui		25 296	—	—		25 296	
18	Dernesuw		32 829	1 340	9 873		43 742	
19	U.L.L Yawarou		90	491	1 750		2 331	
20	Yerétag 2, TAF L		8 000	—	—		8 000	
21	Bumunza		2 498	1 155	240		3 893	
22	U.C Yérétag AMA 2EF		6 504	—	—		6 504	
23	CEMEC Espoir		31 688	—	2 959		37 647	
24	Dernu O Pétré		47 858	5 115	11 347		64 320	
<b>S/TOTAL MUTUALISTES</b>			<b>16 223 915</b>	<b>2 294 166</b>	<b>5 250 779</b>		<b>23 768 860</b>	

**ANNEXE IV (Suite)**

**DEPOTS DES SFD AUPRES DU SYSTEME BANCAIRE AU 31/12/2004**

(valeurs en milliers de F CFA)

N° d'ordre	SFD	Dépôts	Dont dépôts à vue	Dont dépôts à terme	Total
<i>Credits solidaires</i>					
1	Ganef	58 886	0	58 886	58 886
2	Ficyell	9 506	103 060	112 506	112 506
3	Misééré	39 824	22 500	62 324	62 324
4	Nayrai NEF	97 051	-	97 051	97 051
5	Nyéta Musow	-	99 864	99 864	99 864
6	RMCR	43 345	10 148	53 493	53 493
7	Sorô Virwaso	130 886	-	130 886	130 886
8	SOTOBALO (ISB)	4 130	-	4 130	4 130
<b>S/TOTAL CREDIT SOLIDAIRE</b>		<b>383 628</b>	<b>235 512</b>	<b>619 140</b>	
<i>CVECA</i>					
1	Cveca Pays Dogon	233	17 112	17 345	17 345
2	Cveca 1ere Région	67 999	1 000	68 999	68 999
3	Cveca San/Dienné (PASACOOP)	47 381	4 975	52 356	52 356
4	PASECA Kayes	46 173	-	46 173	46 173
5	PASECA Macirai/Ilenenkou	-	-	0	0
6	CVEAC ON	276 428	35 679	312 107	312 107
7	CVECA/Ouéi-Siby-Kangabba	-	-	-	-
<b>S/TOTAL CVECA</b>		<b>438 214</b>	<b>58 766</b>	<b>496 980</b>	
<i>Autre Système</i>					
1	Azauad Finances S.A	-	20 000	20 000	20 000
<b>S/TOTAL</b>		<b>-</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	
<b>TOTAL ENSEMBLE SFD</b>		<b>4 039 454</b>	<b>1 582 520</b>	<b>5 621 974</b>	

**ANNEXE V**

**SITUATION DES REFINANCEMENTS BANCAIRES AU 31/12/2004**

N° d'ordre	SFD	BANQUES					Mutualistes					TOTAL
		BDM-sa	BNDA	BMS-sa	SOA	BIM-sa	BICIM	BHM	Ecobank	BEI		
1	Nata - AFIS			800	554						1 311	3 115
2	TCIWA				450							450
3	Wabag											
4	Kolex - q. lib			53	150							200
5	Tenian			50	150							200
6	Jijyasa - N					93						93
7	Céret Malibale											83,50
8	CREC PDC SAN			81								83,50
9	Kolon Kibao											
10	CATT					75						75
11	Niakto						150					150
12	Sosawaka Gbet 2000						18					18
13	Karabara											
14	Wouli Credit : Épargne							37				37
15	Sudu Diawell											
16	Tonus											
17	RECA Dakar											
18	Démésow											
19	CCEC Youwanou											
20	Yéterbaso & I.A.L											
21	Burumba											
22	CEC Yeritao AMAPF											
23	CLMEC Espoir											
24	Darni O Pépé											
<b>S/TOTAL MUTUALISTES</b>		981	1 820	-	350			83,50			1 311	<b>4 545,50</b>

**ANNEXE V (Suite)**

**SITUATION DES REFINANCEMENTS BANCAIRES AU 31/12/2004**

(Valeurs en millions de francs)

<i>N° l'ordre</i>	<i>BANQUES</i>								<i>TOTAL</i>
	<i>BDM-sa</i>	<i>BNDA</i>	<i>BMS-sa</i>	<i>BOA</i>	<i>BIM-sa</i>	<i>BICIM</i>	<i>BHM</i>	<i>Ecobank</i>	
1	Camer	-	-	230	-	150	-	-	380
2	Pycili	-	-	-	-	300	-	-	300
3	Miséteri	-	-	150	-	50	-	-	200
4	Nayral Nbt	-	-	-	-	-	-	-	-
5	Nyeta Musow	-	-	-	-	-	-	-	-
6	RMCR	-	-	-	-	-	-	-	-
7	Som Yirivaco	-	-	50	-	-	-	-	-
8	SOTOBATO (SBR)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>S/TOTAL CREDIT SOLIDAIRE</b>		-	400	500	-	-	-	-	900
<b>CVECA</b>									
1	Cveca Pays Dogon	-	50	-	-	-	-	-	50
2	Cveca Lere Région (Kila/Bafoulabe	-	132	-	-	-	-	-	132
3	Cveca San/Diourou (PASACOOP)	-	50	-	-	-	-	-	50
4	PASECA Kayes	-	-	-	-	-	-	-	-
5	PASECA Macina/Taninkou	-	-	-	-	-	-	-	-
6	CVECA ON	-	1 446	-	-	-	-	-	1 446
7	CVECA Ouchi-Siby-Kangabba	-	1 678	-	-	-	-	-	1 678
<b>S/TOTAL CVECA</b>		-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autre Système</b>									
1	Renewed Finance S.A.	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>S/TOTAL</b>		-	3 059	2 320	-	350	-	84	-
<b>TOTAL ENSEMBLE SFD</b>		-	-	-	-	-	-	-	1 311
		-	-	-	-	-	-	-	7 123,50

ANNEXE VI

**DONNEES RELATIVES AUX CREDITS OCTROYES DANS L'ANNEE AU 31/12/2004**

(valeurs en milliers de F CFA)

N° d'ordre	SFD	Mutualistes	Données	Cumul des crédits dans l'année	% du total	Cumul du Nbre de crédit dans l'année	Montant moyen des crédits dans l'année
1	Sofico Jiginew			13 336 676	36,60		99 225
2	SCRMD			2 385 722	6,58		21 180
3	Yéretaso			5 935 375	16,38		10 950
4	Sonuc Jigine			2 500 000	6,90		2 052
5	Irenem			2 500 000	6,90		5 895
6	Ignyaso Ba			1 899 977	5,24		2 947
7	Camer National			1 400 000	3,86		9 044
8	CMIC Edé SAN			380 197	1,05		7 491
9	Kolon Kafoso			152 950	0,42		179
10	ONECT			3 856 000	11		1 608
11	Niako			919 534	2,54		1 185
12	Sasawaka Global 2000			85 505	0,24		412
13	Karabara			144 094	0,40		2 650
14	Wouri Crédit Épargne			9 705	0,03		273
15	Sudu Diawdi			381 283	1,05		268
16	Tonus			23 280	0,06		451
17	RECA Dakassigui			84 189	0,23		84
18	Uérinesow			99 875	0,28		369
19	CCFC Yawwarou			12 507	0,03		300
20	Yerétaso R. TALL			9 860	0,03		539
21	Buntumba		nd			nd	nd
22	CEC Yerétaso AmnéEF			4 065	0,01		15
23	CCMEC Espoir			46 895	0,13		57
24	Damu O Pépé			72 159	0,20		588
<b>S/TOTAL MUTUALISTES</b>			<b>36 239 848</b>	<b>100</b>		<b>160 766</b>	<b>225</b>

nd = non déterminé

**ANNEXE VI (Suite)**

**DONNEES RELATIVES AUX CREDITS OCTROYES DANS L'ANNEE AU 31/12/2004**

(valeurs en unités de F.CFA)

N° d'ordre	SFD	Données	Cumul des crédits dans l'année	% du total	Cumul du Nbre de crédit dans l'année	Montant moyen des crédits dans l'année
<i>Crédit solidaires</i>						
1	Canef		1 238 753	20,15	18 126	68
2	Pivell		1 286 517	20,92	4 282	300
3	Misélemi		1 284 575	20,69	15 476	83
4	Navial NEF		137 110	2,23	1 520	90
5	Nyéra MUSOW		688 745	11,20	6 000	115
6	RMCR		180 805	2,94	8 455	21
7	Soro Yir waso		1 327 000	21,58	25 650	52
8	SOTOBJO (ISB)		5 646	0,09	268	21
<b>S/TOTAL CREDIT SOLIDAIRE</b>		<b>6 149 151</b>	<b>100</b>	<b>79 777</b>	<b>77</b>	
<i>CVECA</i>						
1	Cveca Pays Dogon		265 287	8,05	8 464	31
2	Cveca Iere Région		387 276	11,76	8 984	43
3	Cveca San/Djenné (PASACOOP)		274 292	8,33	6 495	42
4	PASECA Kayes		572 415	17,38	5 903	97
5	PASECA Macina/Tenenkou		47 432	1,44	3 186	65
6	CVECA ON		1 741 654	52,88	10 579	165
7	CVECA/Guéï-Siby-Kangaba		5 511	0,17	428	13
<b>S/TOTAL CVECA</b>		<b>3 293 867</b>	<b>100</b>	<b>44 039</b>	<b>229</b>	
<i>Autre Système</i>						
1	Ayelouad Finances S.A	nd	-	nd	-	nd
<b>S/TOTAL</b>		<b>45 682 866</b>	<b>100</b>	<b>284 582</b>	<b>531</b>	
<b>TOTAL ENSEMBLE SFD</b>						

nd = non déterminé

**ANNEXE VII**

**DONNEES RELATIVES AUX EN COURS DE CREDIT AU 31/12/2004**

(valeurs en milliers de FCFA)

N° d'ordre	SFD	Mutualistes	Données	Montant de l'encours des crédits	% du total	Nbre de crédit en cours	Montant moyen des crédits en cours	taux d'intérêts débiteurs
1	Kato lignite		12 000 298	10,10	33 904	128	10 à 24%	
2	CSRMD		2 622 203	8,75	16 955	155	9 à 24%	
3	Nyescimca		1 660 130	15,57	10 580	440	14 à 24%	
4	Kondi lignite		1 468 925	4,91	1 586	926	18 à 24%	
5	Jemén		3 183 123	10,64	3 473	917	24%	
6	Jig yaso Ha		601 288	2,01	770	781	27%	
7	Camer National		229 944	0,77	1 971	117	12 à 24%	
8	CMIIC PDR SAN		220 742	0,71	1 779	124	27%	
9	Kofon Kafoso		176 045	5,59	195	903	15%	
0	CATE		3 134 066	10,47	18 563	169	24%	
1	Nialko		762 931	2,55	1 779	429	24%	
2	Sasawaka Global 2000		33 859	0,11	250	135	12 à 40%	
3	Karabara		114 978	0,38	2 061	56	24%	
4	Wouri Crédit Epargne		42 756	0,14	558	77	24%	
5	Sudu Drawdi		319 071	1,17	285	1 225	11 à 40%	
6	Tonus		18 865	0,06	687	27	27%	
7	RFCA Donkasigui		15 929	0,05	53	301	20%	
8	Domesow		76 823	0,26	369	208	24%	
9	CCEC Youwarou		// 304	0,26	1 663	46	27%	
10	Yerébaso R. TALL		8 988	0,03	516	1 /	18 à 24%	
21	Buntumba		2 103	0,01	nd	nd	nd	
22	CCG Vérébaso AMAPER		10 110	0,03	232	44	24%	
23	CEMEC Espoir		30 312	0,10	nd	nd	nd	
24	Damu O Pére		86 307	0,29	550	157	36%	
	<b>S/TOTAL MUTUALISTES</b>		<b>29 927 378</b>	<b>100</b>	<b>158 782</b>	<b>188</b>		

nd = non déterminé

**ANNEXE VII (Suite)**

**DONNEES RELATIVES AUX ENCOURS DE CREDIT AU 31/12/2004**

(Valeurs en milliers de Fcfa)

N° d'ordre	SFD	Données	Montant de l'encours des crédits	% du total	Nbre de crédit en cours	Montant moyen des crédits en cours	Taux d'intérêts débiteurs
<b>Credit solidaires</b>							
1	Cangéf		321 563	10,98	18 126	18	27%
2	Piyell		907 375	30,99	2 935	309	20 à 27%
3	Misic Oni		682 621	23,35	12 826	53	15%
4	Nayral NEF		40 950	1,40	1 256	33	12 à 24%
5	Nyélé à Musow		237 856	8,12	3 513	68	17 à 14%
6	RMCR		215 229	7,35	5 227	41	24%
7	Soro Yiliwaso		519 497	17,74	75 650	20	25%
8	SOTOBAO (ISB)		3 150	0,11	192	16	24 à 30%
<b>S/TOTAL CREDIT SOLIDAIRE</b>			<b>2 928 241</b>	<b>100</b>	<b>69 725</b>	<b>42</b>	
<b>CVECA</b>							
1	Cveca Pays Dogon		185 228	5,62	5 054	37	27%
2	Cveca Icre Région		398 411	12,10	8 690	46	27%
3	Cveca San/Dienné (PASACOOP)		194 /04	5,91	4 304	45	27%
4	PASECA Kayes		343 015	10,42	3 280	105	21 à 25%
5	PASECA Matina/Ténenkou		23 020	0,70	1 224	19	30%
6	CVECA ON		7 144 659	65,13	9 978	215	20 à 25%
7	CVECA/Ouélé-Siby-Kangaba		4 059	0,12	428	9	27%
<b>S/TOTAL CVECA</b>			<b>3 293 096</b>	<b>100</b>	<b>32 958</b>	<b>100</b>	
<b>Autres Système</b>							
1	Azaoud Finances S.A		178 681	100	nd	nd	nd
<b>S/TOTAL</b>			<b>178 681</b>	<b>100</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
<b>TOTAL ENSEMBLE SFD</b>			<b>36 327 396</b>	<b>261 465</b>	<b>330</b>		

nd = non déterminé

## ANNEXE VII

### **DONNEES RELATIVES A LA QUALITE DU PORTEFEUILLE DES SFD AU 31/12/2004**

(Valeurs en millions de FCFA)

N° d'ordre	SFD	<b>Mutualistes</b>	% Taux de remboursement	Taux de récouvrement des créances ouffrances	Montant des créesances en souffrances	% Taux de degradation
			% Taux de remboursement	Taux de récouvrement des créances ouffrances		
1	Kéto Jicinew	93,60%	nd	708 543	6,36	
2	HIRRIB	84,30%	24%	58 756	2,29	
3	Nyssic so	55,31%	nd	222 576	5,37	
4	Kondo - Igme	50,00%	20%	263 777	15,15%	
5	Jéméni	92,60%	34%	86 621	3,41%	
6	Jigiyasc Ba	95,63%	95,16%	4 781	0,80	
7	Camer National	99%	69%	18 056	7,35%	
8	CETIC PDR SAN	95%	65%	2 179	1,25	
9	Koton Kafoso	nd	nd	45 344	25,75	
10	CARTI	nd	98,85	7 100	2,29	
11	Flakc	96%	44%	7 411	...	
12	Séhaweké Céma Zougo	59,30%	39,07%	302	0,9	
13	Kéralibara	94,97%	nd	2 830	2,57	
14	Wojri Crédit Epargne	100,00%	0	0	0	
15	S. du Biawdi	91,18%	nd	10 361	3,31	
16	Tonus	71,18%	45,41%	868	17,03	
17	RICA Ixrikasqui	78,01%	74,60%	2 553	34,6	
18	Dernesow	99,38%	87,71%	94	0,12	
19	CPEC Youwatou	95,75%	33,29%	159	4,48	
20	Yéthaso R. Aï I	92,03%	0,00%	855	9,52	
21	Buntumba	nd	nd	534	33,5	
22	CEC Yéthaso AMAPEF	82,23%	76,18%	1 229	11,37	
23	CEMEC Espoir	73	78	2 235	7	
24	Damu O Pépé	92,00%	80%	1 541	2,18	
	<b>TOTAL MUTUALISTES</b>			<b>1 448 655</b>		

nd = non déterminé

**ANNEXE VIII (Suite)**

**DONNES RELATIVES A LA QUALITE DU PORTEFEUILLE DES SFD AU 31/12/2004**

(valeurs en milliers de F CFA)

N° d'ordre <i>SFD</i>	<i>Crédit solidaires</i>	% Taux de remboursement	% Taux de récouvrement des créances en souffrances	Montant des créances en souffrances	% Taux de degradation
1	Canef	97,08	49	40 311	12,53
2	Piyelli	99,015	77,90%	35 734	3,98
3	Miséni	99,82	98,95%	14 566	2,13
4	Naval NEF	98	6,00%	-	0
5	Nyéta MUSOW	99,5	26,09%	38	0,31
6	RWCR	82	73,00%	22 720	9,59
7	Soro Yiriwaso	99,5	6,00%	607	0,11
8	SOTOBATO (ISB)	100	0,00%	-	0
<b>S/TOTAL CREDIT SOLIDAIRE</b>				<b>113 976</b>	
<b>CVECA</b>					
1	Cveca Pays Dogon	98	67	6 042	3,6
2	Cveca 1ere Région	95	30	15 465	4,93
3	Cveca San/Djenné (PASACOOP)	94	58	10 612	6
4	PASECA Kayes	93,8	87,4	7 767	1,9
5	PASECA Macina/Tenenkou	99,8	95,9	40	0,2
6	CVECA ON	96	9	115 693	5
7	CVECA/Ouél-Siby-Kangaba	96	nd	nd	nd
<b>S/TOTAL CVECA</b>				<b>165 619</b>	
<b>Autre Système</b>					
1	Azaouad Finances S.A	nd	nd	11 280	6,73
<b>S/TOTAL</b>				<b>11 280</b>	
<b>TOTAL ENSEMBLE SFD</b>				<b>1 729 530</b>	

nd – non déterminé

## ANNEXE IX

### PRODUITS D'EXPLOITATION DES SFD AU 31/12/2004

(valeurs en millions de FCFA)

N° d'ordre SFD	Produits Mutualistes	Produits Financiers	Autres produits	Reprise sur amortissements	Reprise sur provisions	Produits exceptionnels	Taux	
							Reprise sur provisions	Produits exceptionnels
1	Kafc Jigmeaw	2 006 06 / 221 182	749 446	0	392 371	182 259	7 830 143	7 830 143
2	FCRMO		0	0	61 823	78 789	361 794	361 794
3	Nyésigiso	1 117 659	740 974	3 184	100 508	98 098	2 064 423	2 064 423
4	Kondo Jigmea	188 566	73 055	0	87 217	135 385	484 723	484 723
5	Jéméni	645 138	18 151	0	46 304	22 075	731 669	731 669
6	Jigyasoo Ba	47 159	112 582	368	2 242	16 010	1 783 361	1 783 361
7	Camec Nationale	42 206	19 589	0	5 352	17 103	84 250	84 250
8	CMFC PDR SAN	36 241	2 607	3	7 509	16 851	57 211	57 211
9	Koloni Kafoso	40 259	5 814	0	5 934	207	52 714	52 714
10	CAECE	587 254	378 141	0	50 628	24 294	1 040 317	1 040 317
11	Niako	71 354	23 626	1	8 162	4 856	107 998	107 998
12	Sasawaka Global 2000	14 522	4 434	0	89	2 330	21 375	21 375
13	Karabara	18 646	3 413 *	0	1 146	1 945	25 150	25 150
14	Wouri Crédit Epargne	1 229	411	0	0	12	1 652	1 652
15	Sudu Diawdhi	15 965	2 713	0	0	1 792	20 470	20 470
16	Tonus	2 914	733	0	0	455	3 602	3 602
17	REGA Donka siqui	1 547	277	0	2 512	0	4 336	4 336
18	Démésow	10 255	2 707	0	780	140	13 882	13 882
19	CCEC Youwareou	1 036	1 537	0	0	2 590	5 163	5 163
20	Véretaso R. TALL	1 143	360	0	0	0	1 503	1 503
21	Buntumba	764	306	0	165	0	1 255	1 255
22	CEC Yérétsso AMAPFF	1 088	26	1 414	2 390	390	5 308	5 308
23	CEMEC Espoir	10 142	0	0	0	12	10 154	10 154
24	Damu O Pére	4 776	2 686	0	0	2 085	9 547	9 547
<b>S/TOTAL MUTUALISTES</b>		<b>5 087 132</b>	<b>1 643 088</b>	<b>4 969</b>	<b>775 132</b>	<b>601 679</b>	<b>8 112 000</b>	

## ANNEXE IX (Suite)

### PRODUITS D'EXPLOITATION DES SFD AU 31/12/2004

Valeurs en milliers de francs							
N° d'ordre	SFD	Produits financiers	Autres produits	Reprise sur amortissements	Reprise sur provisions	Produits exceptionnels	Taux
<b>Crédit solidaires</b>							
<b>1</b>	Canef	107 405	11 481	-	45 719	58 275	222 880
<b>2</b>	P.yelli	238 390	-	-	10 730	17 114	266 234
<b>3</b>	Misééri	173 179	21 537	-	-	13 692	208 408
<b>4</b>	Navral NEF	21 1/4	40 179	-	2 913	1 799	66 065
<b>5</b>	Nyéta Musow	63 451	8 095	-	1 093	8 817	81 456
<b>6</b>	RMCR	37 005	46 748	-	9 278	9 884	102 915
<b>7</b>	Soro Yiliwaso	112 485	217 624	-	790	54 179	385 082
<b>8</b>	SOTOBADO (ISB)	1 073	338	-	-	-	1 411
<b>S/TOTAL CRÉDIT SOLIDAIRE</b>		<b>754 166</b>	<b>346 002</b>	-	<b>70 523</b>	<b>163 760</b>	<b>1 334 451</b>
<b>CVECA</b>							
<b>1</b>	Œveca Pays Dogon	47 627	1 162	-	10 692	18 114	77 595
<b>2</b>	Œveca Tere Région	84 171	866	-	14 336	11 949	111 322
<b>3</b>	Œveca San/Djenné (PASACOOP)	48 847	670	-	25 /46	8 334	83 597
<b>4</b>	PASECA Kayes	69 476	384	-	3 283	9 044	82 187
<b>5</b>	PASECA Macina/Tenenkou	4 433	8	-	-	2 606	7 047
<b>6</b>	ŒVECA ON	213 023	6 477	-	69 969	21 869	311 338
<b>7</b>	ŒVECA/Oué-Siby-Kangaba	434	2	-	1 129	1 129	1 565
<b>S/TOTAL CVECA</b>		<b>468 011</b>	<b>9 569</b>	-	<b>124 026</b>	<b>73 045</b>	<b>674 651</b>
<i>Autre Système</i>							
<b>1</b>	Azraouad Frères S.A.	34 865	-	0	-	144	35 009
<b>S/TOTAL</b>		<b>34 865</b>	-	<b>0</b>	-	<b>144</b>	<b>35 009</b>
<b>TOTAL ENSEMBLE SFD</b>		<b>6 344 174</b>	<b>1 998 659</b>	<b>4 969</b>	<b>969 681</b>	<b>838 628</b>	<b>10 156 111</b>

## ANNEXE X

### **CHARGES D'EXPLOITATION DES SFD AU 31/12/2004**

(en milliards de CFA)

N° d'ord.	SFD	CHARGES financières	Charges achats et stcs extérieures	Autres stcs extérieurs	Impôts et taxes extérieurs	Charges de personnel	Autres charges	Dotations aux amort. provisions	Dotations aux charges except.	Total
<b>Mutualistes</b>										
1	Côte d'Ivoire	392 531	355 300	25 638	251 836	518 035	47 878	201 456	361 036	935 5
2	CCRID	5 295	4 350	4 359	32	4 806	47 795	19 187	61 430	348 241
3	Nigéria	28 755	78	55 777	51	162 127	475 069	30 607	123 512	220 855
4	Korda Jigma	94 236	132 270	102 726	0	135 859	146 398	2 522	61 435	701 223
5	Jérin	47 104	174 805	101 523	2 350	143 535	142 578	40 824	124 150	835 3
6	Joyeux Ba	4 189	25 290	15 036	0	57 779	23 978	4 711	4 262	15 134 106
7	Canex Nationale	4 643	13 713	12 011	1 045	3 360	22 815	6 940	4 834	120 80 566
8	CMIC PDR SAN	15 378	831	1 443	0	663	9 955	10 701	4 100	698 43 416
9	Kolon Kafoso	577	6 687	7 602	0	8 632	9 525	15 412	10 556	52 190
10	CAECE	18 218	72 614	44 573	0	203 230	159 905	57 272	67 518	27 7 566 047
11	Kelex	6 608	11 685	10 303	0	2 576	0	4 407	9 41	4 6 659 2
12	Sasawaka Global (UGC)	5 041	872	3 085	0	0	2 266	2 054	1 277	0 14 595
13	Kercera	8 022	2 906	1 466	0	6 7	5 477	2 221	1 833	0 23 544
14	Wouri Crédit Epargne	0	1 57	265	0	675	229	1 271	0	0 2 584
15	Sudu Diawdi	4 024	3 279	1 580	0	4 151	831	540	2 309	0 19 314
16	Torus	80	156	0	0	0	269	465	2 087	0 3 057
17	RECA Donkassigui	28	253	61	0	750	93	0	2 409	0 3 564
18	Demésow	3 106	1 146	3 310	64	2 452	2 513	365	317	2 13 355
19	CCFC Youmarou	243	752	0	0	0	2 597	2 590	87	0 3 959
20	Yétiétao R. TALL	0	490	10	0	435	0	0	342	0 1 277
21	Buntumba	122	60	352	0	485	0	125	556	393 2 01 3
22	Crédit Yerétao AMAPFF	0	43	127	0	232	17	780	2 795	0 3 954
23	CEMEC Espoir	2 760	1 544	1 181	0	4 330	0	590	580	0 11 095
24	Damni O Pépé	122	1 375	915	0	1 320	0	0 000	3 365	0 7 797
<b>S/TOTAL MUTUALISTES</b>		<b>734 260</b>	<b>760 376</b>	<b>659 268</b>	<b>29 160</b>	<b>1 310 072</b>	<b>1 469 495</b>	<b>416 502</b>	<b>1 077 218</b>	<b>324 550 6 776 921</b>

**ANNEXE X (Suite)**

**CHARGES D'EXPLOITATION DES SFD AU 31/12/2004**

(Valeurs en milliers de FCFA)

N° d'ord. SFD	CHARGES <u>Credit solidaires</u>	Charges financières	Achats et ses extérieures	Autres scés extérieurs	Impôts et taxes	Charges de personnel	Autres charges	Dotations aux amort.	Dotations aux provisions	Charges except.	Total
1	Canef	13 327	30 017	16 190	56 565	267	33 661	15 303	15 899	185 599	
2	Plyej	17 194	20 344	1 026	-	10 629	30 085	15 925	7 957	3 853	210 415
3	Miscénil	7 370	40 670	43 759	259	62 932	4 418	24 906	7 112	1 460	192 976
4	Nayral NEF	775	6 176	19 450	11	13 195	2 030	1 709	-	200	43 728
5	Nyélé Musow	2 700	8 527	10 731	436	25 451	2 338	10 802	648	386	62 240
6	RMCR	591	9 320	14 574	-	41 115	13 755	13 706	8 518	-	98 643
7	Sorc Yirriwaso	1 574	37 210	39 223	-	131 360	2 318	35 856	265	18 487	266 922
8	SOTDEBAO (ISB)	158	489	53	-	4 55	-27	-	-	1 282	
<b>S/TOTAL</b>		<b>43 777</b>	<b>153 356</b>	<b>154 978</b>	<b>856</b>	<b>435 522</b>	<b>55 216</b>	<b>134 012</b>	<b>39 803</b>	<b>44 285</b>	<b>1 061 805</b>
<b>CVECA</b>											
1	Cveca Pays Dogon	12 790	3 231	23 216	52	-	11 737	3 666	4 093	2 302	64 087
2	Cveca Iere Région	28 285	19 160	7 237	-	-	24 745	7 385	12 328	8 172	107 316
3	San Djenné (PASACOOP)	12 601	2 688	28 315	-	-	19 095	4 090	7 631	1 205	75 625
4	PASECA Kayes	2 471	1 886	20 771	-	-	15 817	3 497	3 356	2 315	63 112
5	PASECA Macina	1 312	31	36	-	-	402	2 579	16	-	4 080
6	CVECA OM	74 488	4 078	73 106	-	-	99 044	9 234	57 364	6 357	353 671
7	CVECA/Cuéil Siby Kangal	118	375	1	-	-	-	1 129	-	54	1 248
<b>S/TOTAL</b>		<b>141 769</b>	<b>31 074</b>	<b>152 685</b>	<b>52</b>	<b>-</b>	<b>170 840</b>	<b>37 580</b>	<b>114 787</b>	<b>20 352</b>	<b>669 139</b>
<b>Autre Système</b>											
1	Azawad Finances SA	11 590	1 311	5 619	-	10 841	-	685	210	655	30 297
<b>S/TOTAL</b>		<b>11 590</b>	<b>1 311</b>	<b>5 619</b>	<b>0</b>	<b>10 841</b>	<b>-</b>	<b>685</b>	<b>-210</b>	<b>655</b>	<b>30 297</b>
<b>TOTAL ENSEMBLE SFD</b>		<b>929 422</b>	<b>946 117</b>	<b>972 550</b>	<b>30 068</b>	<b>1 756 235</b>	<b>1 695 551</b>	<b>587 779</b>	<b>1 231 598</b>	<b>389 842</b>	<b>8 538 162</b>

**ANNEXE XI**

**DONNEES RELATIVES AUX EFFECTIFS DES SFD AU 31/12/2004**

N° d'ordre SFD	DONNEES			Personnel expatrié	Total
	Mutualistes	Gérant / caissier	Autres		
1	Katé Jigmev	246	162	0	408
2	TCKWJ	98	30	0	128
3	Wesigess	113	149	3	265
4	Konco Jigira	79	26	0	95
5	Jenévi	45	20	0	65
6	Jgyass Ba	29	23	0	52
7	Carrefour National	41	5	0	46
8	CMFC PDR SAN	160	17	0	167
9	Kolon Kafoso	5	4	0	9
10	CAECT	2	77	0	89
11	Niekc	4	17	0	15
12	Sasawella G. Oba	26	1	0	17
13	Sandate	5	8	1	16
14	Mouri Crédit Epargne	1	1	0	2
15	Sudu Diawali	8	3	0	11
16	Tonj	2	4	0	7
17	RECA Donkasqui	4	2	0	6
18	Démessak	2	3	0	5
19	CCEC Yulwarou	14	3	0	17
20	Yédrasni Z. Tali	2	4	0	6
21	Buntumba	rd	nc	nd	nd
22	CEC Yeretaso Amapef	6	12	0	18
23	CCMEC Espoir	2	1	0	3
27	Daru O Pére	1	3	0	4
<b>S/TOTAL MUTUALISTES</b>		<b>885</b>	<b>569</b>	<b>4</b>	<b>1458</b>

nd = non déterminé

**ANNEXE XI (Suite)**

**DONNEES RELATIVES AUX EFFECTIFS DES SFD AU 31/12/2003**

N° d'ordre	<b>SFD</b>	<b>DONNEES</b>		<i>Personnel local</i>	<i>Personnel expatrié</i>	<i>Total</i>
		<i>Gérant / caissier</i>	<i>Autres</i>			
<i>Credit solidaires</i>						
1	Canet	47	0	0	0	47
2	Projet	29	0	0	0	29
3	Miselen	39	0	0	0	39
4	Kayral NLT	33	0	0	0	33
5	Kyula Musow	11	3	0	0	11
6	RWCR	33	6	0	0	33
7	Soro Yirwado	32	6	0	0	62
8	SOTOBADJ (ISB)	0	0	0	0	0
<b>S/TOTAL CREDIT SOLIDAIRE</b>		255	0	0	0	255
<i>CVECA</i>						
1	Cvca Pays Dogon	65	0	0	0	65
2	Cvca Tore Région (Kita/Bafoulabe	812	27	0	0	899
3	Cverca San/Djenne (PASACCOOP)	95	43	0	0	138
4	PASECA Kayes	12	11	0	0	132
5	PASECA Macina/Tenenkou	73	0	0	0	73
6	CVLCA DN	153	8	0	0	161
7	CVECA/Ouélé/Siby-Kangaba	21	9	0	0	30
<b>S/TOTAL CVECA</b>		1300	98	0	0	1398
<i>Autre Systeme</i>						
1	Azadijad Finances S.A	nd	rd	nd	nd	nd
<b>S/TOTAL</b>		0	0	0	0	0
<b>TOTAL ENSEMBLE SFD</b>		2440	667	4	4	3111

## ANNEXE XII

### **SITUATION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DES SFD AU 31/12/2004**

N° d'ordre	<b>SFD</b>	Indicateurs		Autosuffisance Opérationnelle	Capitalisation	Couverture des Frais généraux par les produits financiers net	Subvention aux subventions	Chiffres en %	Rendabilité
		<b>Mutualistes</b>							
1	Kafu Ijinew	13,65	72,28	24,00	101,59	6,92	-	0,83	
2	FCRMD	11,17	62,94	36,72	61,37	25,58	-	0,43	
3	Nyésigiso	20,90	57,80	37,27	140,45	7,06	-	2,81	
4	Kondo Jigima	23,21	16,95	-	24,86	504,40	-	-	8,11
5	Jeniéni	18,71	59,55	14,66	83,97	1,03	-	0,25	
6	Jigiyaso Ba	13,64	29,57	84,84	60,00	123,73	-	2,70	
7	Canec Nationale	13,35	50,08	19,62	168,29	38,61	-	0,65	
8	CWHC PDR SAN	13,01	48,04	12,30	60,12	205,93	-	4,13	
9	Koion Kafoso	16,28	78,48	16,88	127,41	2,36	-	0,24	
10	CAECE	14,86	106,43	63,25	71,95	0,21	-	11,92	
11	Niako	9,00	89,00	12,00	143,00	-	-	3,00	
12	Sasawaka Global 2000	15,00	99,00	31,00	152,00	0,14	-	11,00	
13	Karakxara	9,77	68,43	39,31	107,95	35,06	-	1,02	
14	Wouri Crédit Epargne	17,35	47,35	62,22	107,76	29,29	-	6,30	
15	Serlu Djawdi	3,73	83,00	4,40	121,00	2,00	-	0,28	
16	Tonus	10,13	95,14	137,44	15,36	-	-	1,85	
17	RECA Donkassiqui	7,93	60,81	25,89	89,34	-	-	0,12	
18	Démésow	10,79	69,73	6,38	0,76	-	-	0,55	
19	CGIC Youwarou	40,11	21,27	267,95	337,00	-	-	12,83	
20	Yérétaso R. TALL	6,09	89,00	162,19	81,83	31,49	-	1,07	
21	Buntumba	28,16	41,66	37,94	145,94	-	-	13,43	
22	CEC Yérétaso AMAPEF	3,09	163,73	50,18	61,07	35,83	-	4,97	
23	CEMEC Espoir	15,84	88,54	12,15	104,00	-	-	1,08	
24	Damu O Pétré	8,13	60,62	15,40	80,22	-	-	1,85	
<b>NORME</b>		<b>0 à 110%</b>	<b>160 à 210%</b>	<b>210 à 260%</b>	<b>Mini 100%</b>	<b>0%</b>	<b>Mini 0,5%</b>		

## ANNEXE XII (Suite)

### SITUATION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DES SFD AU 31/12/2003

(Chiffres en %)

N° d'ordre	Indicateurs	Efficience	Autosuffisance opérationnelle	Capitalisation	Couverture des Frais généraux par les produits financiers net	Sujetion aux subventions	Rentabilité
<b>Credit solidaires</b>							
1	Carref	18,77	61,28	160,32	114,96	0	4,06
2	Piyelli	17,4	116,8	85,49	127,79	0	5,13
3	Miséeni	20,7	106,79	156,35	127,68	0	7,4
4	Nayral NEF	27,77	51,43	251,64	5,44	8	11,18
5	Nyéta Musow	14	103	208	124,65	0	4,68
6	RiOCR	26,01	36,16	nd	44,56	57,89	1,08
7	Soro Yirwaso	48,18	29,08	668,16	32,11	31,5	-4,84
8	SOTOBAJO (LSB)	23,78	113,79	64,12	374,3	0	2,14
<b>NORME</b>		<b>0 à 110%</b>	<b>160 à 210%</b>	<b>210 à 260%</b>	<b>100% ct +</b>	<b>0%</b>	<b>Min 0,5%</b>
<b>CVECA</b>							
1	Cveca Pays Dogon	12,63	71,09	26,69	91,1	14,12	3,48
2	Cveca 1ere Région	14,28	70,04	55	107,67	1,05	0,58
3	Cverca San/Djenné (PASACOOP)	18	58,6	82,4	723	8,2	2,33
4	PASECA Kayes	4	111,5	187,5	723,9	58,2	3,82
5	PASECA Matina/Tenenkou	8,5	143	42	147	9,2	3,1
6	CVECA ON	10,8	50,67	82,05	50,67	6	0
7	CVECA/Ouélé-Siby-Kangaba	5,8	28	180	27	258	1,6
<b>NORME</b>		<b>0 à 110%</b>	<b>160 à 210%</b>	<b>210 à 260%</b>	<b>100% ct +</b>	<b>0%</b>	<b>Min 0,5%</b>
<b>Autre Système</b>							
1	Iazaouad Finances S.A.	4,36	128	105	131	0	1,13
<b>NORME</b>							

### ANNEXE XIII

### **SITUATION DES RATIOS PRUDENTIELS DES SFD AU 31/12/2004**

N° d'ordre <b>SFD</b>	<b>RATIOS</b> limitation opération autres que l'épargne-crédit	Chiffres en %					
		Réserve générale	Limitation de risque porté par l'institution	Couverture emploi moyen et long termes par des ressources stables	Limitation des prêts aux dirigeants	Limitation des risques pris sur un seul membre	Norme de liquidité
<b>Mutualistes</b>							
1	Karo Jiginew	3,18%	15,00	121,81	51,70	5,94	3,24
2	FCRMD	0,00%	15,00	280	43,00	10,00	4,00
3	Vyésigisc	0,00%	15,00	95	40,09	1,75	1,32
4	Kondo Jigima	nd	DF: déficit	52,41	nd	nd	11,50
5	Jéméni	0,30%	15,00	108	105,00	0,04	3,09
5	Jigiyaso Ba	0,30%	15,00	127	28,00	2,66	0,63
7	Camec Nationale	0,00%	15,00	76	106,00	-	0,00
8	CMEC PDR SAN	0,00%	15,00	176	76,00	12,91	0,41
9	Kolon Kafoso	0,00%	DF: déficit	177	28,00	17,00	7,00
10	CAF-CI	0,00%	15,00	166	72,00	14,33	1,62
11	Niako	0,00%	15,00	136	44,00	3,00	1,23
12	Sasawaka Global 2000	0,00%	15,00	113	157,00	3,00	1,00
13	Karebara	0,00%	15,00	105	49,00	2,27	1,23
14	Mouli Crédit Epargne	nd	DF: déficit	nd	nd	nd	nd
15	Sudu Diawdi	25,00%	15,30	334	88,00	14,87	10,00
16	Tonus	0,00%	15,00	229	37,00	14,43	3,60
17	ReCA Donkaisigui	0,00%	DF: déficit	177	28,00	17,00	7,00
18	Démésow	0,20%	15,00	177	28,00	17,00	7,00
19	CCCC Youwadou	0,20%	22,00	234	55,00	22,29	2,39
20	Yerétaso R. TALL	0,00%	0,00	112	39,00	6,17	2,17
21	Buntumba	nd	DF: déficit	nd	nd	nd	nd
22	CEC Yérétaso AMAP+	0,00%	15,00	198	106	32,77	35,85
23	CMEC Espoir	0,00%	15,00	80	27,30	14,00	6,43
24	Damu O Pépé	0,00	15,00	111	10,00	0,77	1,55
<b>NORME</b>	<b>Max 5%</b>	<b>Mini 15%</b>	<b>Maxi 200%</b>	<b>Maxi 100%</b>	<b>Maxi 20%</b>	<b>Maxi 10%</b>	<b>Mini 80%</b>

nd = non déterminé

DF: déficit

**ANNEXE XIV (Suite)**  
**OFFRE DE SERVICES ET COUVERTURE GEOGRAPHIQUE EN 2004**

Régions	Sociétariat				dépôt	Crédit
	Homme	Femme	Groupe	Total		
<b>Sikasso</b>						
Kafô jiggins	98 547	31 070	5 132	134 749	7 043 636 177	9 143 678 009
CAECE	343	36	2	381	233 673 809	431 884 292
Kondo jigmia	717	472	140	1 329	81 206 687	50 328 762
Camec	897	457	26	1 380	85 594 570	64 247 486
SG2000	155	59	15	229	3 028 270	9 579 650
Démègou	987	198	33	1 218	43 799 000	76 833 000
Kuralia	1073	3 557	0	4 630	110 102 440	114 978 820
S/total	102 719	35 849	5 348	143 916	7 651 040 953	9 891 530 019
Canef	-	-	-	7 980	112 523 090	141 822 743
Scro yiriwaso(CS)	-	11 198	-	11 198	95 894 056	412 269 966
S/total	0	11 198	-	19 178	208 417 146	554 092 709
<b>Total</b>				<b>163 094</b>	<b>7 859 458 099</b>	<b>10 445 622 728</b>
<b>Segou</b>						
Kafô jiggins	6 322	2 762	592	9 676	539 007 098	725 296 450
FORMD	1 220	5 613	655	17 488	1 019 277 707	2 813 600 673
CAECE	465	99	7	571	209 976 164	390 648 785
Kondj jigmia	2 276	797	330	3 403	246 775 021	185 486 721
Camec	343	146	6	495	12 916 602	14 214 849
PDR San	9 988	6 821	1 691	18 500	130 641 425	220 742 645
Nyésigiso	28 587	10 895	4 252	43 734	1 307 624 588	2 192 803 192
SG2000	530	986	32	1 548	11 917 630	6 496 337
S/total	59 731	28 119	7 565	95 415	3 478 136 235	6 549 289 652
Canef	-	-	-	4 593	66 153 400	71 306 934
RMGR	760	2 879	-	3 639	48 048 960	142 715 125
S/total	760	2 879	-	8 232	114 202 360	214 022 059
Pasacoop/San	7 831	4 820	353	13 004	67 127 935	139 803 320
Pa/Machia	1 293	1 838	96	3 227	19 423 270	24 693 110
CVECA/ON	15 559	9 305	1 959	26 819	467 813 569	2 144 659 145
S/total	24 679	15 963	2 406	43 050	554 364 774	2 309 155 575
<b>Total</b>				<b>146 697</b>	<b>4 146 703 369</b>	<b>9 072 467 286</b>
<b>Mopti</b>						
Kondo jigmia	3 392	1 255	463	5 110	601 429 886	253 499 113
Camec	381	112	6	499	16 559 427	22 215 009
CCEC Yawarou	550	943	37	1 530	2 672 000	4 424 595
SG2000	511	199	26	736	12 297 640	9 424 813
S/total	4 834	2 509	532	7 875	632 958 953	289 563 530
Nef	0	1 420	-	1 420	5 211 000	136 528 000
Nyta m ISO	-	4 214	-	4 214	130 179 545	230 223 170
S/total	0	5 634	-	5 634	135 390 545	366 751 170
CVECA/P/D	23 218	9 583	0	32 801	178 239 550	185 228 610
Pasacoop	4 646	3 489	110	8 245	60 510 503	63 701 253
Pa/Tenekoun	469	606	79	1 154	7 522 740	17 822 180
S/total	28 333	13 678	189	42 200	246 272 793	266 752 043
<b>Total</b>				<b>55 709</b>	<b>1 014 622 291</b>	<b>923 066 743</b>
<b>Gao</b>						
Camec	67	26	2	95	3 796 995	2 039 530
Wouri CE	-	-	-	-	8 560 663	265 180
<b>Total</b>	<b>67</b>	<b>26</b>	<b>2</b>	<b>95</b>	<b>12 357 658</b>	<b>2 304 810</b>
<b>Tibou</b>						
Nyésigiso	1 315	180	162	1 657	212 046 362	152 394 090
Camec	127	59	3	189	11 344 925	4 027 949
Azauad I	541	51	0	592	162 179 801	178 681 489
S/total	1 983	290	165	2 438	385 571 088	335 113 528
Sotobajc	19	57	-	76	1 080 000	850 000
S/total	19	57	-	76	1 080 000	850 000
<b>Total</b>	<b>2 002</b>	<b>347</b>	<b>-</b>	<b>2 514</b>	<b>386 651 088</b>	<b>335 963 528</b>

**ANNEXE XV**  
**OFFRE DE SERVICES DES SFD EN MILIEU RURAL EN 2004**

Régions	Sociétariat				dépôt	Crédit
	Homme	Femme	Groupe	Total		
<b>Kayes</b>						
Jigiyaso BA	683	251	203	1 137	65 944 876	101 685 090
Kondo j g ma	1 187	159	66	1 412	70 160 614	66 233 778
Buntumba					3 955 347	2 103 500
<b>S/total</b>	<b>1 870</b>	<b>410</b>	<b>269</b>	<b>2 549</b>	<b>140 060 837</b>	<b>170 022 368</b>
CVECA	17 519	10 75	623	28 317	147 896 225	398 411 298
Pa/Kayes	4 323	7 346	267	11 936	403 474 105	343 015 940
<b>S/total</b>	<b>21 842</b>	<b>17 521</b>	<b>890</b>	<b>40 253</b>	<b>551 370 330</b>	<b>741 427 238</b>
<b>Total</b>				<b>42 802</b>	<b>691 431 167</b>	<b>911 449 606</b>
<b>Koulikoro</b>						
Jigiyaso BA	277	184	164	625	27 890 299	65 036 290
Kafé j gnew	19 289	8 529	1 919	29 737	1 054 337 026	1 654 812 195
Jeremni	3 183	238	34	4 515	770 298 050	746 078 809
SG2000	243	134	13	390	2 762 880	8 357 500
Nyésigiso	397	124	144	665	45 398 990	23 108 790
Kondo j g ma	6 298	2 580	402	8 280	107 764 385	76 643 663
Tonus	632	792	38	1 462	8 558 035	18 865 185
Reca doncasigu	695	415	122	1 232	25 296 640	15 929 430
Yeretaso AMAPFF	8	526	3	537	4 605 537	6 231 275
<b>S/total</b>	<b>30 022</b>	<b>14 522</b>	<b>2 899</b>	<b>47 443</b>	<b>2 046 911 812</b>	<b>2 615 066 137</b>
PASFCN/C S K	357	496	28	881	6 918 815	4 069 425
<b>S/total</b>	<b>357</b>	<b>496</b>	<b>28</b>	<b>881</b>	<b>6 918 815</b>	<b>4 059 425</b>
Canef	-	-	-	781	11 149 104	7 452 536
Sorc yir waso(CS)		2 528	-	2 528	14 674 894	105 177 497
RMCR	394	1 663	-	2 057	40 783 290	72 514 850
<b>S/total</b>	<b>394</b>	<b>4 191</b>	<b>-</b>	<b>5 366</b>	<b>66 612 288</b>	<b>185 144 883</b>
<b>Total</b>				<b>53 690</b>	<b>2 120 442 915</b>	<b>2 804 270 445</b>
<b>Sikasso</b>						
Kafé j gnew	81 196	20 546	2 492	104 534	2 685 112 220	1 716 486 859
SG2000	155	59	15	229	3 028 270	9 579 650
Karabara	1 073	3 557	0	4 630	110 102 440	114 978 820
<b>S/total</b>	<b>82 724</b>	<b>24 162</b>	<b>2 507</b>	<b>109 393</b>	<b>2 798 242 930</b>	<b>1 841 045 329</b>
Canef	-	-	-	1 764	26 812 406	20 685 209
Sorc yir waso(CS)		11 198	-	11 198	95 894 056	412 269 966
<b>S/total</b>	<b>0</b>	<b>11 198</b>	<b>-</b>	<b>12 962</b>	<b>122 706 462</b>	<b>432 955 175</b>
<b>Total</b>				<b>122 355</b>	<b>2 920 949 392</b>	<b>2 274 000 504</b>
<b>Segou</b>						
Kafé j gnew	8 869	2 752	592	10 213	519 007 098	725 296 450
FCRMDI	1 220	5 613	655	17 488	1 019 277 707	2 813 600 673
PDR San	9 988	6 821	1 691	16 500	130 641 425	220 742 645
Nyésigiso	14 694	5 212	1 868	21 774	702 286 874	1 542 523 324
SG2000	432	556	32	1 118	11 917 630	6 496 337
<b>S/total</b>	<b>43 191</b>	<b>21 064</b>	<b>4 838</b>	<b>69 093</b>	<b>2 383 130 734</b>	<b>5 308 659 429</b>
Canef	-	-	-	2 192	23 610 299	3 430 029
RMCR	760	2 379	-	3 639	48 048 960	142 715 125
<b>S/total</b>	<b>760</b>	<b>2 879</b>	<b>-</b>	<b>5 831</b>	<b>71 659 259</b>	<b>174 145 154</b>
Pasacondj/Ser	7 831	4 320	353	13 004	67 127 935	139 803 320
Pa/Macina	1 293	1 658	96	3 227	19 423 270	24 693 110
CVECA/ON	15 555	9 305	1 959	26 899	467 813 569	2 144 659 145
<b>S/total</b>	<b>24 679</b>	<b>15 963</b>	<b>2 408</b>	<b>43 050</b>	<b>554 364 774</b>	<b>2 309 155 575</b>
<b>Total</b>				<b>117 974</b>	<b>3 009 154 767</b>	<b>7 791 960 158</b>

**ANNEXE XV (Suite)**  
**OFFRE DES SERVICES DES SFD EN MILIEU RURAL EN 2004**

Régions	Sociétariat					dépôt	Crédit
		Homme	Femme	Groupe	Total		
Mopti							
SG2000	511	189	26	736	12 297 640	9 424 813	
S/total	<b>511</b>	<b>189</b>		<b>736</b>	<b>12 297 640</b>	<b>9 424 813</b>	
Nef	189	1 331	-	1 520	5 211 357	41 798 819	
S/total	<b>189</b>	<b>1 331</b>		<b>1 520</b>	<b>5 211 357</b>	<b>41 798 819</b>	
CVECA/P/D	23 218	9 583	0	32 801	178 239 550	185 228 610	
Pasacoop	4 646	3 429	110	8 245	60 510 503	63 701 253	
DarTeneur	469	606	70	1 154	7 622 740	17 822 180	
S/total	<b>28 333</b>	<b>13 678</b>	<b>189</b>	<b>42 200</b>	<b>246 272 793</b>	<b>266 752 043</b>	
<b>Total</b>				<b>44 456</b>	<b>263 781 790</b>	<b>317 975 675</b>	
Tbtou							
Azawad F	541	51	0	592	162 179 801	178 681 489	
<b>Total</b>	<b>541</b>	<b>51</b>	<b>0</b>	<b>592</b>	<b>162 179 801</b>	<b>178 681 489</b>	
<b>Total/G</b>				<b>45 048</b>	<b>9 167 939 832</b>	<b>14 278 337 877</b>	

**ANNEXE XVI**  
**OFFRE DE SERVICES DES SFD EN MILIEU URBAIN EN 2004**

Régions	Sociétariat				dépôt	Crédit
	Homme	Femme	Groupe	Total		
<b>Bamako</b>						
Canet	-	-	-	3 890	78 587 306	81 365 749
Missel	0	15 478	-	15 478	339 962 165	682 321 322
Piyeli	4 849	7 107	-	11 956	514 070 974	907 375 539
<b>S/total</b>	<b>4 849</b>	<b>22 583</b>	-	<b>31 322</b>	<b>932 620 445</b>	<b>1 671 362 610</b>
Yeretaso W TALL	23	516	12	551	8 000 575	8 988 667
Yeretaso AMAPFF	5	188	2	195	1 898 833	3 878 725
Sedj Diawor	648	711	18	1 377	104 502 152	349 371 866
Jig yasba	1 413	4 354	282	6 049	215 403 824	295 926 700
Camec	1 165	709	24	1 898	106 645 902	59 126 073
Jemani	19 323	9 590	796	29 709	1 897 431 950	2 437 044 191
Kondo jigmá	11 782	7 994	780	20 636	1 179 890 642	628 582 113
Nyésigiso	42 235	20 197	4 001	66 233	3 100 936 574	2 000 065 837
Kolon Kafoso	3 792	1 822	101	5 715	262 613 404	176 045 036
Damu O Pere	951	560	84	1 595	64 444 030	86 307 145
CEMEC Espoir	712	272	56	1 040	38 450 291	30 312 845
CAECE	1 993	1 051	-	3 160	1 355 956 027	2 311 633 427
Kato jig new	2 127	964	96	3 187	569 578 197	212 971 764
<b>S/total</b>	<b>86 154</b>	<b>48 928</b>	<b>6 363</b>	<b>141 445</b>	<b>8 905 722 401</b>	<b>8 599 954 389</b>
<b>Total</b>				<b>172 767</b>	<b>9 838 342 846</b>	<b>10 271 316 999</b>
<b>Kayes</b>						
Nyésigiso	1 475	913	160	2 548	89 539 456	230 793 192
Camec	711	435	18	1 164	41 602 642	51 062 312
Nieko	3 133	1 740	93	4 966	546 893 613	762 931 766
Kondo jigmá	-	-	-	1 561	142 910 000	74 000 000
Jig yasba	427	156	109	692	77 595 372	61 841 495
<b>S/total</b>	<b>5 746</b>	<b>3 244</b>	<b>380</b>	<b>10 921</b>	<b>898 544 083</b>	<b>1 180 628 765</b>
Canet	-	-	-	913	20 021 785	19 625 904
Solobajé	105	499	-	604	4 823 500	2 300 000
<b>S/total</b>	<b>105</b>	<b>499</b>	-	<b>1 517</b>	<b>24 845 285</b>	<b>21 925 904</b>
<b>Total</b>				<b>12 438</b>	<b>923 389 368</b>	<b>1 202 554 669</b>
<b>Koulikoro</b>						
Nyésigiso	5 899	2 656	784	9 339	360 877 037	86 934 899
Kondo jigmá	3 079	1 111	428	4 618	398 859 793	181 186 944
Jigiyasba	665	1 301	274	2 240	92 352 925	77 096 445
Camec	487	139	11	637	6 074 937	13 063 404
<b>Total</b>	<b>10 130</b>	<b>5 207</b>	<b>1 497</b>	<b>16 834</b>	<b>860 164 692</b>	<b>358 283 692</b>
<b>Sikasso</b>						
Kafé jiginew	-	-	-	30 215	4 357 523 957	7 411 667 602
CAECL	343	36	2	381	283 673 809	431 884 292
Kondo jigmá	717	472	140	1 329	81 206 687	65 852 310
Démésow	987	198	33	1 218	43 799 000	76 833 000
Camec	897	457	26	1 380	85 594 570	64 247 486
<b>S/total</b>	<b>2 944</b>	<b>1 163</b>	<b>201</b>	<b>34 523</b>	<b>4 851 798 023</b>	<b>8 050 484 690</b>
Canet	-	-	-	6 216	86 710 684	121 137 534
<b>S/total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	-	<b>6 216</b>	<b>86 710 684</b>	<b>121 137 534</b>
<b>Total</b>				<b>40 739</b>	<b>4 938 508 707</b>	<b>8 171 622 224</b>
<b>Segou</b>						
CAECE	465	99	7	571	209 975 164	390 548 785
Kondo jigmá	2 768	797	330	3 895	224 231 920	185 486 721
Camec	343	146	6	495	12 913 602	14 214 849
Nyésigiso	11 943	4 683	2 334	18 960	605 337 714	610 402 963
<b>S/total</b>	<b>15 519</b>	<b>5 725</b>	<b>2 677</b>	<b>23 921</b>	<b>1 052 462 400</b>	<b>1 200 753 318</b>
Canet	-	-	-	2 401	42 543 101	39 876 905
<b>S/total</b>				<b>2 401</b>	<b>42 543 101</b>	<b>39 876 905</b>
<b>Total</b>				<b>28 723</b>	<b>1 137 548 602</b>	<b>1 280 507 128</b>

**ANNEXE XVI (Suite)**  
**OFFRE DE SERVICES DES SFD EN MILIEU URBAIN EN 2004**

Régions	Sociétariat				dépôt	Crédit
		Homme	Femme	Groupe	Total	
<b>Mopti</b>						
Kondo jigmé	3 492	1 055	463	5 010	691 429 886	348 228 294
CCSC Youware	550	943	37	1 530	2 672 000	4 424 595
Camec	381	112	6	499	16 559 070	22 215 009
<b>S/total</b>	<b>4 423</b>	<b>2 110</b>	<b>506</b>	<b>7 039</b>	<b>620 660 956</b>	<b>374 867 898</b>
Nyta muso		4 214	-	4 214	130 179 545	230 223 170
<b>S/total</b>	<b>0</b>	<b>4 214</b>		<b>4 214</b>	<b>130 179 545</b>	<b>230 223 170</b>
<b>Total</b>				<b>11 253</b>	<b>750 840 501</b>	<b>605 091 068</b>
<b>Gao</b>						
Camec	67	26	2	95	3 795 995	2 039 630
Woun CL					8 560 363	266 180
<b>Total</b>	<b>67</b>	<b>26</b>	<b>2</b>	<b>95</b>	<b>12 357 658</b>	<b>2 304 810</b>
Tbtou						
Nyès g sc	1 315	180	162	1 657	212 046 362	152 394 090
Camec	127	59	3	189	11 344 925	4 037 949
Sotobajo	19	57	-	76	1 080 000	850 000
<b>Total</b>	<b>1 461</b>	<b>296</b>		<b>1 922</b>	<b>224 471 287</b>	<b>157 282 039</b>
<b>Total/G</b>				<b>284 771</b>	<b>18 685 623 661</b>	<b>22 048 362 629</b>

ANNEXE XVII

ETAT DE FOURNITURE DES RAPPORTS ANNUELS  
D'ACTIVITES DES SFD EXERCICE 2004

N°	Mutualistes	Noms des structures	Nbre de Rapports	Date de dépôt	Nbre de jours de retard	Observations
1	Kato Jigrew		1	05/03/2005	36	
2	JCAFD		1	30/06/2005		
3	Nyesugiso		1	22/06/2005		
4	CALC		1	13/05/2005		
5	Kondo Hisami		1	27/06/2005		
6	Jeméni		1	27/06/2005		
7	Tigiyaso Ba		1	28/06/2005		
8	Caucé Nationale		1	30/06/2005		
9	CMEC TJSAN		1	17/06/2005		
10	Nioko		1	30/06/2005		
13	Sasawaka Global 7300		15	01/07/2005		
12	Karabana		6	14/05/2005		
13	Suciú Diawedi		1	05/07/2005	5	
14	Tonus		4	24/06/2005		
15	RVCA Monkeuséki		1	11/06/2005		
16	Déan O Pépé Bimba		1	28/02/2005		
17	Dakosoaw		1	05/06/2005		
18	Buntumba		1	30/06/2005		
19	CEC Yéétuso AMAPFF		6	29/06/2005		
20	CMEC Esso		1	20/06/2005		
21	World Crédit Epargne		1	08/03/2005		
22	Kolon Kafoso		1	09/08/2005	34	
23	Yérétaso Worokitou TALL		1	20/06/2005		
24	CEC Youmedic		1	22/06/2005		
	<b>Total Mutualistes</b>		<b>51</b>			

**ANNEXE XVII**

**ETAT DE FOURNITURE DES RAPPORTS ANNUELS  
D'ACTIVITES DES SFD EXERCICE 2004**

No	Mutualistes	Nous des structures	Nbre de Rapports	Date de dépôt	Nbre de jours de retard	Observations
1	Kinfe ligniew		1	05/08/2005	36	
2	FCRMD		1	30/06/2005		
3	Nvésigis		1	22/06/2005		
4	CAFCE		1	13/05/2005		
5	Kondo Ijima		1	27/06/2005		
6	émi		1	27/06/2005		
7	Jijyiso Ila		1	27/06/2005		
8	Carec Nationale		1	28/06/2005		
9	CMTC FDR SAN		1	30/06/2005		
10	Njako		1	30/06/2005		
13	Sasawaka Global 2000		15	01/07/2005	1	
12	Karabara		6	14/06/2005		
13	Sudu Diawell		1	05/07/2005	5	
14	Tonus		4	24/06/2005		
15	KUCA Danksagui		1	11/06/2005		
16	Daru O Pére -Bamako		1	28/02/2005		
17	Démésow		1	05/06/2005		
18	Bundubud		1	30/06/2005		
19	CLCYéraso AMALIE		6	29/06/2005		
20	CMFC Espan		1	20/06/2005		
21	Woum Gédi Liparème		1	08/03/2005		
22	Koloh Kifoso		1	03/03/2005	34	
23	Yéridaso Worokéto TALL		1	20/06/2005		
24	GEC Youwaku		1	22/06/2005		
	S/Total Mutualistes		51			